



Assemblée générale

Distr. générale
9 mars 2018
Français
Original : anglais/espagnol

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Trentième session
7-18 mai 2018

Résumé des communications des parties prenantes concernant Cuba*

Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

I. Cadre général

1. Le présent rapport a été établi en application des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme, compte tenu de la périodicité de l'Examen périodique universel. Il s'agit de 224 communications de parties prenantes¹ à l'Examen, présentées sous une forme résumée en raison de la limite fixée à la longueur des documents.

II. Renseignements reçus des parties prenantes

A. Étendue des obligations internationales et coopération avec les mécanismes et organes internationaux de protection des droits de l'homme²

2. Au moins 37 communications soulignent que Cuba a ratifié de nombreux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme³. La Commission nationale des droits de l'homme de la République dominicaine (CNDH-RD) recommande que Cuba ratifie les traités internationaux auxquels elle n'est pas encore partie⁴. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 lui recommandent en outre de reconnaître la compétence des organes conventionnels pour examiner des plaintes émanant de particuliers⁵.

3. Dans une quinzaine de communications, il est recommandé que Cuba ratifie le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels⁶. Cinq communications recommandent la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants⁷.

4. La Confédération unitaire des travailleurs (CUT) souligne qu'en 2013, Cuba a adhéré au Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, et qu'en 2015, elle a ratifié la Convention (n° 182) de l'Organisation internationale du Travail sur les pires formes de travail des enfants⁸.

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



5. Christian Solidarity Worldwide (CSW) recommande à Cuba de ratifier le Statut de Rome de la Cour pénale internationale⁹. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 lui recommandent d'intégrer le système interaméricain de protection des droits de l'homme et de ratifier la Convention américaine relative aux droits de l'homme¹⁰.

6. Au moins 40 communications soulignent le caractère positif de la coopération entre Cuba et les mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme¹¹. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 signalent que depuis le dernier Examen, la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, et l'Experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale se sont rendues dans le pays¹². Amnesty International (AI) relève que Cuba n'a pas répondu favorablement à d'autres demandes de visites et a rejeté les recommandations issues de l'Examen précédent l'engageant à adresser une invitation permanente aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme^{13, 14}. Dans une dizaine de communications, il est recommandé à Cuba d'envoyer des invitations au titre de différentes procédures spéciales¹⁵.

B. Cadre national des droits de l'homme¹⁶

7. Dans quelque 17 communications, il est indiqué que le cadre constitutionnel et législatif de Cuba garantit la jouissance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales¹⁷. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 et de 29 autres communications notent que dans le droit fil de la modernisation de son modèle économique et social, Cuba a amélioré son cadre législatif et institutionnel afin de préserver et renforcer la justice sociale et la solidarité¹⁸.

8. L'Observatoire cubain des droits de l'homme (OCDH) affirme que le Gouvernement n'a réalisé aucune réforme constituant une avancée sur le plan des libertés politiques, par exemple une nouvelle loi électorale, une loi sur les associations ou une loi régissant l'exercice du journalisme¹⁹. Cubalex indique que Cuba n'a pas tenu son engagement de promouvoir une véritable participation de la société civile à l'élaboration d'une législation relative aux droits de l'homme²⁰. Les auteurs de la communication conjointe n° 21 recommandent de procéder aux révisions nécessaires pour que le caractère supraconstitutionnel des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme soit expressément reconnu dans la Constitution²¹.

9. La Coordination latino-américaine en Belgique (COLABE) indique que Cuba dispose d'un système interinstitutionnel efficace de protection des droits du citoyen, qui prévoit la participation de la société civile²². L'Union nationale des juristes de Cuba (UNJC) et les auteurs de 16 autres communications mettent l'accent sur l'amélioration et l'efficacité du système de plaintes et requêtes du Bureau du Procureur général de la République²³.

10. Les auteurs des communications conjointes n° 20 et 21 affirment que les mécanismes institués pour rétablir les droits qui ont été violés sont inefficaces²⁴. Dans six contributions, il est recommandé que Cuba mette en place une institution nationale des droits de l'homme indépendante, conformément aux Principes de Paris²⁵.

11. La Société chinoise d'étude des droits de l'homme (CSHRS) et les auteurs de six autres communications notent les efforts fournis par Cuba pour mettre en œuvre bon nombre de recommandations issues de l'Examen périodique universel (EPU)²⁶. Les auteurs de la communication conjointe n° 19 recommandent que Cuba intègre les conclusions du présent Examen dans des plans d'action en faveur des droits de l'homme et présente un rapport à mi-parcours sur l'application des recommandations formulées²⁷. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 recommandent la création d'un mécanisme interinstitutionnel de consultations périodiques qui encourage la société civile, y compris les organisations non enregistrées, à participer au suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'EPU²⁸.

C. Respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme, compte tenu du droit international humanitaire applicable

1. Questions touchant plusieurs domaines

*Égalité et non-discrimination*²⁹

12. L'UNJC note que la Constitution interdit la discrimination fondée notamment sur la race, la couleur de la peau, le sexe, l'origine nationale et les convictions religieuses ; elle souligne que le Code pénal la sanctionne par des peines incluant la privation de liberté³⁰. Au moins 34 communications mettent en évidence les progrès accomplis par Cuba dans la voie de l'élimination de la discrimination fondée sur divers motifs³¹.

13. Youth Support Initiative (YSI) note que Cuba n'est pas encore venue à bout de certains stéréotypes et préjugés raciaux qui subsistent du passé colonial³². Le Comité des citoyens pour l'intégration raciale (CIR) constate que les Cubains d'ascendance africaine se trouvent dans une situation de marginalité structurelle, et regrette l'absence de données statistiques appropriées³³. Il recommande l'adoption de politiques publiques qui contribuent à corriger les inégalités raciales³⁴. La Confrérie de la négritude (Cofradía de la Negritud) (CONEG) recommande notamment de créer une instance publique chargée de lutter contre le racisme³⁵.

14. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 constatent des avancées au niveau législatif et dans les politiques publiques en ce qui concerne la reconnaissance de la diversité sexuelle. Toutefois, ils notent la persistance de pratiques discriminatoires aux niveaux institutionnel et social et recommandent d'introduire à l'article 42 de la Constitution l'orientation sexuelle et l'identité de genre parmi les motifs de discrimination qu'il convient d'interdire³⁶.

*Développement, environnement, entreprises et droits de l'homme*³⁷

15. Dans de nombreuses communications, les mesures prises par Cuba pour protéger l'environnement, promouvoir l'utilisation d'énergies renouvelables et non polluantes, faire face aux catastrophes naturelles et lutter contre le changement climatique sont jugées très positives³⁸.

16. Les auteurs de quelque 95 communications se félicitent des programmes de solidarité et de coopération internationale mis en œuvre par Cuba dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la culture et du sport, y compris le déploiement de missions médicales comme l'opération « Miracle », le développement dans de nombreux pays du programme d'alphabétisation des adultes « Yo si Puedo » et l'aide fournie à d'autres pays victimes de catastrophes naturelles et d'épidémies³⁹.

17. Le Comité permanent de défense des droits de l'homme (CPDH) et les auteurs de six autres communications soulignent le rôle de Cuba dans les négociations de paix entre le Gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie⁴⁰.

18. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 dénoncent les effets négatifs pour la jouissance des droits de l'homme du blocus économique, commercial et financier imposé au peuple cubain depuis plus de cinquante ans⁴¹. Au moins 72 autres communications expriment des préoccupations similaires et relèvent que l'embargo est le principal obstacle au développement économique et social de Cuba⁴². Plusieurs communications notent également que les timides mesures prises depuis le dernier Examen pour alléger l'embargo ont été annulées⁴³.

19. Il est indiqué dans quatre communications que depuis 2011, Cuba a entrepris un vaste processus de modernisation de son modèle économique qui vise à concilier la préservation du socialisme et l'introduction de nouveaux mécanismes fondés sur l'économie de marché⁴⁴.

2. Droits civils et politiques

*Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne*⁴⁵

20. Quelque 21 communications relèvent que la peine de mort n'a pas été appliquée à Cuba depuis 2003, qu'elle n'a jamais été appliquée aux femmes et qu'elle est interdite pour les personnes de moins de 20 ans⁴⁶. Son abolition est recommandée dans cinq communications⁴⁷.

21. Il est affirmé dans plusieurs communications qu'il n'existe pas à Cuba de cas d'exécution extrajudiciaire, de torture ou de disparition⁴⁸. La CNDH-RD met l'accent sur le climat de sécurité qui règne dans le pays, ce qui favorise la jouissance d'un grand nombre de droits⁴⁹.

22. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 signalent un certain nombre d'allégations faisant état de cas d'exécution extrajudiciaire, de décès d'opposants politiques et de disparition forcée depuis l'Examen de 2013 ; ils recommandent à Cuba d'enquêter sur tous ces cas en autorisant la participation d'experts et d'observateurs internationaux⁵⁰.

23. En 2016, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) observe une augmentation du nombre d'arrestations arbitraires présumées avec utilisation parfois excessive et disproportionnée de la force par les agents de sécurité de l'État⁵¹. Plusieurs autres communications expriment des préoccupations analogues⁵². Les auteurs de la communication conjointe n° 7 signalent que 36 254 arrestations ont été opérées dans ces conditions entre 2013 et 2017, et que les autorités ne délivrent pas de mandat d'arrêt contre les opposants, lesquels sont maintenus au secret pendant vingt-quatre ou soixante-douze heures⁵³.

24. En 2015, la CIDH note que la grâce accordée à 3 522 personnes condamnées à des peines d'emprisonnement a été refusée, par principe, aux personnes condamnées pour atteinte à la sécurité de l'État, infraction sujette à caution en raison de sa formulation vague et générale⁵⁴. Le Center for a Free Cuba (CFFC) affirme qu'il existe à Cuba plus de 100 prisonniers politiques dont il recommande la remise en liberté⁵⁵.

25. Les auteurs de la communication conjointe n° 12 signalent que lors de l'Examen de 2013, Cuba a rejeté les recommandations concernant l'abrogation des dispositions relatives à la « dangerosité sociale prédélictueuse »^{56, 57}. Ils affirment que cette notion est utilisée pour harceler, menacer et poursuivre les défenseurs des droits de l'homme que l'on stigmatise parce qu'ils auraient des menées subversives ou terroristes ; elle s'applique aussi aux femmes qui se livrent à la prostitution, aux prostitués hommes, aux membres de la communauté LGBTI et aux jeunes sortis du système scolaire et du monde du travail⁵⁸.

26. Au moins 28 communications indiquent que Cuba a mis en place un système carcéral conforme aux normes internationales, qui s'inscrit dans une perspective de non-discrimination, de prévention, de rescolarisation et de réinsertion sociale et qui fournit un service satisfaisant en matière d'alimentation, de soins de santé, d'éducation et de formation professionnelle⁵⁹.

27. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 constatent le très mauvais état général des prisons caractérisé notamment par une alimentation insuffisante, un manque d'hygiène, des violences de la part des autorités et le refus de prodiguer des soins médicaux, ce qui aboutit dans certains cas au décès ou au suicide de détenus⁶⁰. L'Union patriotique de Cuba (UNPACU) affirme qu'en prison, les militants sont victimes de coups, de tortures physiques et psychologiques ainsi que d'autres traitements cruels, inhumains et dégradants⁶¹. AI recommande que Cuba se conforme pleinement à l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus et autorise des spécialistes indépendants des droits de l'homme à se rendre dans les prisons et centres de détention⁶².

28. La Ligue argentine des droits de l'homme (LADH) signale que toute personne privée de liberté peut déposer une plainte et contester une mesure disciplinaire qui lui est imposée⁶³. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 expriment leur préoccupation quant aux représailles auxquelles sont exposés les détenus et les membres de leur famille dès lors qu'ils déposent une plainte ; ils recommandent de mettre le Règlement du système pénitentiaire en adéquation avec les normes internationales et d'inscrire dans la loi

l'interdiction de tout traitement cruel, inhumain ou dégradant à l'encontre des personnes privées de liberté⁶⁴.

29. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 notent que les forces de police font partie des principaux auteurs d'actes de violence contre la communauté LGBT ; ils recommandent, notamment, d'élaborer à l'usage des autorités de police des protocoles relatifs au traitement des personnes LGBT et de créer au sein de la police un organisme spécialisé dans la prise en charge de ces personnes⁶⁵.

Administration de la justice, y compris impunité, et primauté du droit⁶⁶

30. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 indiquent qu'à Cuba, les tribunaux jouissent d'une autonomie fonctionnelle et que la justice est totalement indépendante⁶⁷.

31. Civil Rights Defenders (CRD) relève qu'en vertu de la Constitution, les tribunaux sont subordonnés sur le plan hiérarchique à l'Assemblée nationale et au Conseil d'État, ce qui est contraire à la séparation des pouvoirs et au principe d'indépendance et d'impartialité de la justice⁶⁸. AI note en outre qu'à Cuba, tous les avocats doivent être membres de l'Organisation nationale des cabinets d'avocats collectifs et que les demandes d'inscription officielle présentées par les organisations d'avocats indépendants sont systématiquement rejetées⁶⁹. L'organisation Consejería Jurídica e Instrucción Cívica (Conseil juridique et éducation civique) (CJIC) affirme qu'il n'existe pas de tribunal constitutionnel chargé de contrôler la légalité et l'application des lois⁷⁰.

32. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 indiquent que tous les citoyens sont égaux devant la loi et que Cuba garantit la présomption d'innocence ainsi que le droit d'être défendu par un avocat et le droit à un procès équitable⁷¹. Quelque 18 communications relèvent que Cuba a pris des mesures pour améliorer l'administration de la justice et qu'elle s'attache à protéger les garanties d'une procédure régulière et à favoriser un dialogue plus efficace entre l'accusé et son avocat⁷².

33. AI affirme que le pouvoir judiciaire continue de manquer d'indépendance et d'impartialité et autorise les poursuites pénales contre les personnes qui critiquent le Gouvernement⁷³. Les auteurs de la communication conjointe n° 20 recommandent que tous les détenus puissent bénéficier des garanties d'un procès équitable⁷⁴. Dans la recommandation conjointe n° 21, il est recommandé de promulguer une loi d'amnistie en faveur des personnes condamnées pour avoir mené des activités dissidentes ou d'opposition⁷⁵.

34. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 indiquent qu'il n'existe toujours pas de mécanisme permettant de contester immédiatement la légalité d'un placement en détention et que l'accusé ne peut pas être défendu par un avocat pendant la phase d'enquête⁷⁶.

35. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 notent qu'en 2013 et 2015, Cuba a été considérée comme un des pays les moins corrompus d'Amérique latine⁷⁷.

Libertés fondamentales et droit de participer à la vie publique et politique⁷⁸

36. Dans la communication conjointe n° 1 et dans 22 autres contributions, il est indiqué que la Constitution reconnaît la liberté d'expression et la liberté de la presse et qu'il existe à Cuba diverses sources d'information qui expriment des opinions différentes⁷⁹.

37. D'après l'Association pour la liberté de la presse (APLP), la Constitution conditionne la liberté d'opinion et la liberté de la presse au respect des objectifs de la société socialiste et dispose que les conditions d'exercice de ces libertés par les médias sont fixées par l'État ou la société qui en sont les propriétaires⁸⁰. Les auteurs de la communication conjointe n° 19 relèvent qu'il n'existe pas de loi relative aux médias à Cuba et que l'Institut cubain de radio et de télévision, qui régit le secteur des médias, est placé sous le contrôle du Département idéologique du Parti communiste⁸¹.

38. Une vingtaine de communications constatent que Cuba développe l'utilisation sociale des technologies de l'information et de la communication, y compris l'Internet⁸². Les auteurs de la communication conjointe n° 2 reconnaissent les efforts fournis par l'État

dans ce domaine mais observent que les technologies et les points d'accès sont encore insuffisants et ne sont pas financièrement accessibles à tous⁸³.

39. AI note que le Gouvernement privilégie l'accès à l'intranet national, strictement censuré et contrôlé par l'État, et que les nouveaux médias en ligne fonctionnent dans des conditions juridiquement mal définies qui exposent les journalistes et autres professionnels des médias au risque de harcèlement et d'arrestation arbitraire⁸⁴. L'APLP affirme que ces deux dernières années, 255 cas d'agressions et de violences à l'encontre de journalistes indépendants ont été signalés⁸⁵. Agora Cuba Inc (ACINC) recommande notamment que Cuba cesse de surveiller les communications privées, de bloquer des sites Web et de censurer les messages en raison de leur contenu⁸⁶.

40. Les auteurs de la communication conjointe n° 19 soulignent qu'il n'existe pas à Cuba de loi garantissant l'accès à l'information et que le décret-loi n° 199 de 1999 porte création d'un système de sécurité et de protection de l'information officielle qui restreint considérablement l'accès à l'information⁸⁷.

41. D'après de nombreuses contributions, les opinions politiques divergentes ne sont pas réprimées à Cuba et les défenseurs des droits de l'homme sont protégés⁸⁸. Quelque 14 communications soulignent que des sanctions sévères sont prévues contre toute personne ou tout agent public qui tenterait de porter illégalement atteinte aux libertés d'opinion, d'association, de réunion pacifique et de manifestation ainsi qu'au droit de déposer une plainte ou une requête⁸⁹. Plusieurs communications soutiennent que des personnes reçoivent des fonds de l'étranger pour mener des activités subversives ou discréditer le régime⁹⁰.

42. Les auteurs de quelque 21 communications affirment que Cuba continue de réprimer les dissidents ; ils font état de nombreux actes de violence, d'intimidation et de harcèlement commis par les autorités contre des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes, des membres de la société civile et des militants politiques et des membres de leurs familles. Les faits allégués sont notamment les suivants : recours excessif à la force, mauvais traitements et arrestations arbitraires, fausses accusations concernant des infractions de droit commun, accusations de « dangerosité prédélictueuse », actes d'ostracisme, restrictions injustifiées aux voyages, perquisitions, confiscation de documents, d'ordinateurs et d'effets personnels et campagnes de diffamation⁹¹. Les auteurs de la communication conjointe n° 19 indiquent que de nombreux militants ont fait l'objet de représailles pour avoir été en relation avec les systèmes de protection des droits de l'homme de l'ONU et de l'Organisation des États américains⁹².

43. D'après les auteurs de la communication conjointe n° 21, le Gouvernement cubain continue de discréditer et de dénigrer par des propos mensongers tous les défenseurs des droits de l'homme et les groupes qui soutiennent la démocratie⁹³.

44. Au moins 36 communications soulignent le rôle actif de la société civile cubaine dans le contrôle des organes du pouvoir et la prise de décisions concernant les affaires publiques⁹⁴. Quelque 42 contributions notent l'importance de la participation des citoyens à la modernisation du modèle économique et social de Cuba⁹⁵.

45. Dans quelque 33 communications, il est indiqué que Cuba reconnaît et encourage les organisations de masse et les organisations sociales représentant les intérêts de différents groupes de population, et les associe à l'édification de la société cubaine⁹⁶. Les auteurs des communications conjointes n° 20 et 21 affirment que les organisations de masse sont des institutions créées par l'État et placées sous son autorité, qui contrôlent toute vie sociale⁹⁷.

46. Six contributions relèvent que la loi sur les associations définit certains critères qui empêchent l'enregistrement des organisations de la société civile, des syndicats et des partis politiques indépendants de l'État⁹⁸. La CJIC signale que le défaut d'inscription au Registre des associations constitue une infraction et qu'à ce titre, les membres de ces associations ainsi que leurs familles font l'objet de poursuites⁹⁹. Les auteurs de six communications recommandent à Cuba de mettre sa législation en conformité avec les normes internationales et d'autoriser la création officielle d'associations indépendantes de l'État¹⁰⁰.

47. Au moins 44 communications soulignent qu'à Cuba, les élections sont libres et transparentes ; elles ont lieu au suffrage universel et se déroulent à intervalles réguliers avec une participation forte et spontanée de la population¹⁰¹. Dans 27 communications, il est

signalé qu'à Cuba, tous les citoyens, quelle que soit leur situation économique ou financière, peuvent accéder à des emplois publics dans des conditions d'égalité et que les candidatures sont évaluées au cas par cas¹⁰². Quelque 26 contributions précisent qu'il n'y a pas de candidatures partisans¹⁰³.

48. Trois contributions signalent qu'en pratique, le système électoral ne permet pas aux opposants d'accéder à une charge publique en raison du manque d'indépendance des commissions électorales, des commissions des candidatures et de celles qui sont chargées de sélectionner les candidats aux assemblées municipales¹⁰⁴. Le Centre pour l'ouverture et le développement de l'Amérique latine (CADAL) fait état de plaintes pour actes d'intimidation et de coercition et pour des campagnes de dénigrement ayant pour but d'empêcher les membres des groupes d'opposition et de la société civile d'être élus aux assemblées municipales¹⁰⁵. Les auteurs de la communication conjointe n° 20 recommandent l'abrogation de la loi électorale actuellement en vigueur et la mise en place d'un système électoral pluraliste et inclusif¹⁰⁶.

49. Dans au moins 46 communications, il est souligné que Cuba garantit la liberté de religion sans discrimination aucune¹⁰⁷. Dans quelque 16 contributions, il est indiqué que Cuba reconnaît le droit des parents de donner librement à leurs enfants une éducation morale et religieuse conforme à leurs propres convictions¹⁰⁸.

50. CSW insiste sur le fait que malgré plusieurs recommandations formulées lors des deux derniers cycles de l'EPU, Cuba continue de porter atteinte à la liberté de religion ou de conviction¹⁰⁹. Cinq communications mentionnent diverses formes d'atteinte à cette liberté, par exemple les entraves à l'enregistrement des groupes religieux, les ingérences gouvernementales, les démolitions ou expropriations de lieux de culte et le harcèlement, les persécutions et les arrestations de responsables religieux¹¹⁰.

Interdiction de toutes les formes d'esclavage

51. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 font état de la mise en œuvre du Plan d'action national 2017-2020 pour prévenir et combattre la traite des personnes et protéger les victimes¹¹¹. La CNDH-RD note des progrès dans la lutte contre la traite des personnes et la prévention de ce phénomène et signale que l'ouverture progressive de Cuba au tourisme risque de poser quelques problèmes en ce qui concerne les violences sexuelles à l'égard des enfants et l'exploitation des travailleurs étrangers sur les chantiers de construction des infrastructures touristiques¹¹².

52. L'Association cubaine pour le développement de l'éducation des enfants (ACDEI) constate que dans le système juridique cubain, la traite des personnes, et en particulier des femmes et des enfants, n'est pas abordée de manière exhaustive¹¹³.

Droit au respect de la vie privée et de la vie de famille

53. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 recommandent de reconnaître l'union entre personnes de même sexe¹¹⁴.

3. Droits économiques, sociaux et culturels

*Droit au travail et droit à des conditions de travail justes et favorables*¹¹⁵

54. Quatre communications indiquent que Cuba garantit le droit au travail et à des conditions de travail justes¹¹⁶. La National Coalition of Concerned Legal Professionals (NCCLP) affirme qu'en 2013, Cuba a procédé à une importante révision de sa législation du travail dans le cadre d'un vaste processus participatif¹¹⁷.

55. L'Association nationale des économistes et comptables de Cuba (ANEC) note qu'avec un taux de chômage de 3,3 % en 2016, Cuba a atteint l'objectif du plein emploi¹¹⁸. La Fédération des femmes cubaines (FMC) indique que les femmes représentent 48 % de la population active et qu'elles jouissent du droit à l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale¹¹⁹. Les auteurs de la communication conjointe n° 21 notent que les salaires ne permettent pas aux travailleurs de satisfaire leurs besoins essentiels¹²⁰.

56. Australia-Cuba Friendship Society WA Branch (ACFS-WA) constate que Cuba a mis en œuvre des réformes pour développer le travail indépendant¹²¹. Cependant, l'OCDH relève que depuis deux ans, les mesures visant à décourager les acteurs privés se sont multipliées, en particulier dans les secteurs de l'alimentation, du logement et des transports publics¹²².

57. Une vingtaine de communications notent qu'à Cuba, presque tous les salariés sont syndiqués et protégés par des conventions collectives¹²³. La Centrale des travailleurs de Cuba (CTC) souligne que les syndicats sont consultés sur la politique du travail et les politiques sociales ; ils participent directement à l'administration de la justice du travail et ont le droit d'effectuer des inspections¹²⁴.

58. CRD relève qu'en pratique, aucun syndicat n'a de reconnaissance légale, à l'exception de la Centrale des travailleurs de Cuba¹²⁵. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 soulignent que les militants syndicaux indépendants sont systématiquement réprimés¹²⁶.

59. L'Association basque pour l'amitié et la coopération avec Cuba (Euskadi-Cuba) indique qu'à Cuba, il n'existe pas de chiffre précis sur le travail des enfants¹²⁷. Le Mouvement pour la culture juridique au service de la société civile cubaine (CJS) constate des insuffisances législatives et institutionnelles dans la lutte contre le travail des enfants, et affirme que ce dernier prolifère dans le secteur privé¹²⁸.

60. L'Association cubaine des handicapés physico-moteurs (ACLIFIM) souligne l'impulsion qui a été donnée à la politique de l'emploi en faveur des personnes handicapées et note que dans le cadre de cet effort, 150 ateliers spécialisés emploient 2 383 personnes handicapées¹²⁹. L'Association nationale des aveugles (ANCI) relève que le Code du travail institue la non-discrimination à l'égard des personnes handicapées dans les relations professionnelles¹³⁰.

*Droit à la sécurité sociale*¹³¹

61. Diverses contributions saluent le haut niveau et l'universalité du système cubain de sécurité sociale¹³². L'ANEC note que ce système inclut, entre autres, des prestations en cas de maladie ou d'accident, des allocations de maternité et une pension de vieillesse. En outre, le régime d'aide sociale garantit la protection des personnes inaptes au travail ou de celles qui, en raison de leurs conditions de vie ou de leur état de santé, ont besoin de l'aide de l'État¹³³. La Fundación Guayasamín souligne l'ampleur des ressources investies dans le système de sécurité sociale à Cuba¹³⁴.

62. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 indiquent que l'aide sociale n'est pas universelle et que le Gouvernement en a réduit le nombre de bénéficiaires, laissant de larges secteurs vulnérables de la population sans aucune protection¹³⁵.

*Droit à un niveau de vie suffisant*¹³⁶

63. Au moins 23 communications relèvent que tous les habitants de Cuba accèdent dans des conditions d'égalité et sans discrimination aucune à des services de base de qualité comme l'éducation, les soins de santé, la sécurité sociale et la protection sociale¹³⁷. La CNDH-RD souligne le haut niveau de développement humain atteint par Cuba¹³⁸.

64. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 notent que Cuba garantit la pleine jouissance des droits économiques, sociaux et culturels grâce à un modèle de développement fondé sur une économie planifiée qui intègre les aspects économiques et sociaux¹³⁹. Pour eux, les défis à relever sont la double monnaie, la segmentation des marchés, la nécessité d'accroître l'offre de biens et services de qualité, les prix élevés et le pouvoir d'achat encore insuffisant des salariés¹⁴⁰. Le Collectif Patrie et Culture (Patria y Cultura) signale que depuis quelques années, le pays s'ouvre de plus en plus au développement d'une économie privée¹⁴¹.

65. L'OCDH recommande au Gouvernement d'entreprendre une véritable réforme économique qui respecte les droits économiques des Cubains, en particulier les droits à la propriété privée, à la libre entreprise et à la sécurité juridique¹⁴².

66. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 reconnaissent que le droit à l'alimentation est une priorité pour le Gouvernement et soulignent que le blocus constitue le principal obstacle au plein exercice de ce droit¹⁴³. Ils constatent qu'en dépit des politiques mises en œuvre, la production alimentaire demeure insuffisante pour répondre aux besoins essentiels de la population¹⁴⁴.

67. L'ANEC note les efforts fournis par l'État pour remédier à la pénurie de logements et constate qu'en raison des faibles ressources disponibles, le logement est un secteur relégué au second plan dans la politique de développement social¹⁴⁵.

68. Camaquito affirme que l'accès à l'eau potable et aux réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement est un sujet auquel l'État porte une attention prioritaire¹⁴⁶.

*Droit à la santé*¹⁴⁷

69. Quelque 33 communications signalent que Cuba considère la santé comme un droit de l'homme fondamental et garantit l'accès universel et gratuit à des soins médicaux d'excellente qualité¹⁴⁸. Le Comité permanent de défense des droits de l'homme (CPDH) souligne que Cuba est le pays d'Amérique latine et des Caraïbes dont la part du budget consacrée à la santé est la plus importante¹⁴⁹.

70. Huit contributions mettent en évidence l'efficacité et le caractère très élaboré du modèle cubain de soins préventifs¹⁵⁰. Diverses organisations insistent sur le nombre élevé de médecins par habitant¹⁵¹.

71. Au moins 19 contributions mettent en avant l'espérance de vie élevée des hommes comme des femmes¹⁵². L'Association des professionnels de santé formés à Cuba (AELAM) note que Cuba, tenant compte de l'augmentation de l'espérance de vie, a poursuivi l'amélioration de ses dispositifs de prise en charge des personnes âgées¹⁵³.

72. Dans diverses contributions, il est indiqué que Cuba est un pays sans malnutrition, y compris la malnutrition de l'enfant¹⁵⁴.

73. Le Centre Oscar Arnulfo Romero (COAR) considère la santé sexuelle et procréative comme un droit humain. Cependant, il fait part de sa préoccupation en ce qui concerne l'augmentation du nombre de grossesses d'adolescentes¹⁵⁵. Friends of Cuba in Zambia (FRICUZ) signale que le droit à l'avortement est pleinement garanti¹⁵⁶.

74. L'ANEC relève que Cuba accorde un rang de priorité élevé au Programme de santé maternelle et infantile¹⁵⁷. Il est noté dans de nombreuses communications que le pays enregistre un très faible taux de mortalité maternelle¹⁵⁸ et infantile¹⁵⁹.

75. La CUT constate que Cuba a renforcé son programme national sur les IST et le VIH/sida et fait état des résultats obtenus dans ce domaine¹⁶⁰. Quelque 21 communications signalent qu'en 2015, Cuba est devenue le premier pays au monde pour lequel l'Organisation mondiale de la Santé a validé l'élimination de la transmission mère-enfant du VIH et de la syphilis¹⁶¹.

76. L'ANCI et l'Association nationale des sourds de Cuba (ANSOC) affirment que les personnes atteintes d'un handicap visuel ou auditif font l'objet d'une prise en charge médicale spécialisée¹⁶².

*Droit à l'éducation*¹⁶³

77. Les auteurs de quelque 31 communications se félicitent de constater que Cuba assure l'accès universel et gratuit à une éducation d'excellente qualité, à tous les niveaux, y compris au niveau universitaire¹⁶⁴. Seize communications relèvent la part importante du PIB que le pays consacre à son système éducatif¹⁶⁵.

78. Dans un certain nombre de communications, il est signalé que Cuba est un pays exempt d'analphabétisme avec un taux de scolarisation de plus de 99 %¹⁶⁶. La Fédération des femmes de Chine (ACWF) note que les filles bénéficient de l'égalité d'accès à l'éducation et représentent 65,2 % des diplômés de l'enseignement supérieur¹⁶⁷. L'Association culturelle José Martí (AJMS) constate que depuis 2014, les universités

cubaines introduisent des programmes d'études modulables afin de faciliter l'accès des travailleurs, des personnes âgées et de la population rurale¹⁶⁸.

79. Cuba Solidarity Campaign (CSC) affirme que le métier d'enseignant est bien considéré à Cuba, que les professeurs sont hautement qualifiés et que la majeure partie des chefs d'établissement sont des femmes¹⁶⁹. La Fédération panchinoise des jeunes (ACYF) note que le taux d'encadrement est élevé¹⁷⁰. Cependant, l'ACDEI constate une pénurie d'enseignants dans plusieurs provinces¹⁷¹.

80. Le Mouvement cubain de réflexion (MCR) constate qu'avec un système éducatif entièrement placé sous le contrôle de l'État, les parents ont perdu le droit de transmettre à leurs enfants les valeurs civiques et les opinions politiques qu'ils jugent pertinentes¹⁷². Le Directoire démocratique cubain (DDC) et le CFFC soulignent que le Gouvernement cubain refuse l'accès à l'éducation des élèves dont les opinions politiques et religieuses diffèrent de la ligne officielle¹⁷³.

81. L'ANCI et l'ANSOC mettent en évidence les mesures prises pour garantir le caractère inclusif de l'éducation¹⁷⁴. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 observent que lorsqu'il n'est pas possible d'intégrer pleinement une personne ayant des aptitudes différentes dans un établissement d'enseignement général, Cuba lui garantit le droit à l'éducation en ayant recours à l'éducation spéciale¹⁷⁵.

82. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 recommandent d'introduire le principe d'interdiction de la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre dans les programmes et activités scolaires¹⁷⁶.

83. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 recommandent de continuer à renforcer, développer et actualiser la formation des fonctionnaires et de l'ensemble de la population dans le domaine des droits de l'homme¹⁷⁷. L'ACDEI affirme que les documents relatifs aux droits de l'homme sont confisqués et classés comme contre-révolutionnaires par les autorités¹⁷⁸. La CONEG recommande d'inclure la question de la discrimination dans l'éducation aux droits de l'homme¹⁷⁹.

84. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 reconnaissent l'importance que le Gouvernement accorde à la culture qu'il considère comme une source essentielle de développement¹⁸⁰.

4. Droits de groupes ou de personnes spécifiques

*Femmes*¹⁸¹

85. Un certain nombre de communications décrivent les résultats obtenus par Cuba en matière d'égalité entre les sexes et évoquent le cadre juridique, institutionnel et stratégique mis en place à cet effet¹⁸². La Fundación Género con Clase (Femmes et lutte des classes) (GCC) insiste sur l'émancipation des femmes à Cuba malgré la persistance de quelques préjugés qui sont le produit d'une culture patriarcale¹⁸³.

86. Au moins 18 communications soulignent l'importance de la participation des femmes à la vie politique, économique, sociale et culturelle, au système judiciaire et aux professions juridiques ainsi que leur présence dans les secteurs de l'éducation et de la santé¹⁸⁴. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 et ceux de 24 autres contributions signalent qu'un grand nombre de femmes siègent au Parlement cubain¹⁸⁵.

87. ACWF encourage Cuba à améliorer encore son cadre juridique afin de promouvoir l'égalité des sexes en fonction de ses caractéristiques nationales¹⁸⁶. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 indiquent qu'il reste nécessaire de venir à bout des inégalités dans certains domaines comme l'accès des femmes à l'emploi, y compris à des postes à responsabilité, la répartition des tâches ménagères et la garde des enfants¹⁸⁷. Le CIR recommande de protéger les femmes cubaines d'ascendance africaine qui sont marginalisées et en situation de grande vulnérabilité¹⁸⁸.

88. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 recommandent d'introduire dans le Code pénal le crime de féminicide ainsi que des mesures d'éloignement pour protéger les victimes de violences sexistes ; ils recommandent aussi d'ouvrir des foyers d'accueil et de

supprimer les « centres de réadaptation » et de détention pour les victimes de la prostitution¹⁸⁹.

*Enfants*¹⁹⁰

89. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 font état de l'existence d'un cadre législatif et de politiques en faveur de l'enfance et de la jeunesse qui fonctionnent comme un système intersectoriel intégré¹⁹¹. Dans trois communications, il est indiqué qu'à Cuba, les enfants jouissent d'une protection complète¹⁹².

90. L'ACDEI constate qu'aucune loi sur la protection intégrée des enfants n'a été adoptée et qu'il n'existe pas d'instance de défense des mineurs ni d'institution indépendante chargée de mettre en place et de coordonner les initiatives publiques en faveur des enfants et des adolescents¹⁹³. Elle recommande d'harmoniser la législation nationale, y compris le système pénal, avec la Convention relative aux droits de l'enfant et ses protocoles facultatifs¹⁹⁴.

91. L'Initiative mondiale pour l'élimination de tous les châtiments corporels infligés aux enfants (GIEACPC) recommande à Cuba d'adopter une loi interdisant clairement toute forme de châtiment corporel infligé aux enfants dans quelque contexte que ce soit, et lui demande instamment d'adopter le projet de code de la famille¹⁹⁵.

92. ACYF recommande d'améliorer encore le cadre juridique de la protection et de la promotion des droits fondamentaux des jeunes, et d'envisager d'adopter une loi sur la jeunesse ou un programme à long terme en faveur du développement des jeunes¹⁹⁶.

*Personnes handicapées*¹⁹⁷

93. L'ACLIFIM affirme qu'à Cuba, les personnes handicapées sont des sujets de droit et que les lois, règlements et programmes de développement intègrent les principes fondamentaux énoncés dans la Convention relative aux droits des personnes handicapées¹⁹⁸.

94. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 et l'ANSOC notent que les associations de personnes handicapées participent à l'élaboration des politiques du handicap¹⁹⁹. L'ANCI signale la création du Conseil national pour la prise en charge des personnes handicapées dont la mission est d'élaborer le Plan d'action national en faveur des personnes handicapées et d'en évaluer la mise en œuvre²⁰⁰.

95. Trois contributions font état des nombreuses mesures prises pour intégrer dans la société les personnes atteintes d'un handicap visuel ou auditif²⁰¹. L'ACLIFIM évoque les mesures visant à améliorer l'accessibilité pour les personnes handicapées, y compris dans les transports publics²⁰². Cependant, le CJS indique qu'aucune nouvelle disposition législative spécifique n'a été prise pour faciliter l'accès des personnes handicapées à l'emploi²⁰³.

*Migrants, réfugiés, demandeurs d'asile et personnes déplacées dans leur propre pays*²⁰⁴

96. Dansk-Cubansk Forening (DCF) souligne que les nouvelles mesures en matière migratoire ont été favorables aux immigrants cubains et aux Cubains résidant à l'étranger, et que le droit pour les Cubains de sortir du pays (et d'y revenir) s'est nettement assoupli²⁰⁵.

97. En 2016, la CIDH note que la formulation très générale de certains points de la loi sur les migrations laisse aux autorités une large marge d'appréciation pour autoriser ou refuser le départ de ressortissants cubains²⁰⁶.

Notes

¹ The stakeholders listed below have contributed information for this summary; the full texts of all original submissions are available at: www.ohchr.org.

Civil society

Individual Submissions:

AACC

Association d'Amitié Cuba – République Démocratique du Congo (Democratic Republic of the Congo);

AACG	Association d'Amitié Cuba-Guinée (Guinea);
AAM	Asociación Amigos de Mariátegui (Perú);
AASCuba	Associação de Amigos y Simpatizantes de Cuba (Mozambique);
AAUC	Friendship Association Ukraine-Cuba (Ukraine);
ACDEI	Asociación Cubana para el Desarrollo de la Educación Infantil (Cuba);
ACFS-M	Australia Cuba Friendship Society – Melbourne (Australia);
ACFS-S	Australia Cuba Friendship Society – Sydney Branch (Australia);
ACFS-WAB	Australia Cuba Friendship Society – WA Branch (Australia);
ACINC	Agora Cuba Inc (United States of America);
ACLIFIM	Asociación Cubana de Limitados Físico-Motores (Cuba);
ACRG	Asociación de Cubanos Residente en Guinea (Guinea);
ACTJGG	Asociación de Cubanos Residentes en Toronto “Juan Gualberto Gomez” (Canada);
ACURE	Asociación de Cubanos Residentes en el Ecuador (Ecuador);
ACWF	All-China Women’s Federation (China);
ACYF	All-China Youth Federation (China);
ADF	Alliance Defending Freedom International (Switzerland);
AELAM	Asociación de Profesionales de la Salud Formados en Cuba (El Salvador);
AFC	Association France Cuba (France);
AFEP	Agrupación de Familiares de Ejecutados Politicos (Chile);
AHCAS	Greek-Cuban Friendship and Solidarity Association (Greece);
AI	Amnesty International (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
AIASP	Asociación Internacional de la Amistad y la Solidaridad con los Pueblos (Italy);
AIPSO	All India Peace and Solidarity Organisation (India);
AJMS	Josè Martí Cultural Association (Sweden);
ALC	Amistad Luxemburgo-Cuba (Luxembourg);
ALGES	Asociación de Lisiados de Guerra de El Salvador (El Salvador);
ALJT	Asociación Latinoamericana de Jueces del Trabajo (Brazil);
AMECA	Asociación Medica del Caribe (Cuba);
ANCI	Asociación Nacional del Ciego (Cuba);
ANDES 21 de junio	Asociación Nacional de Educadores Salvadoreños – ANDES 21 de junio (El Salvador);
ANEC	Asociación Nacional de Economistas y Contadores de Cuba (Cuba);
ANSOC	Asociación Nacional de Sordos de Cuba (Cuba);
APC	Asociación de Pedagogos de Cuba (Cuba);
APEGECEA	Asociación Plurinacional de Estudiantes y Egresados Ecuatorianos en Cuba “Eloy Alfaro” (Ecuador);
APJM	Asociación Portuguesa Josè Martí (Portugal);
APLP	Asociación Por Libertad de Prensa (Cuba);
ASALJM	Asociación de Solidaridad Árabe-Latinoamericana José Martí (Lebanon);
ASC/VSC	Asociación Suiza-Cuba (Switzerland);
ASLGC	Asociación de Srilanqueses Graduados en Cuba (ASLGC) (Sri Lanka);
ASOFAMD	Asociación de Familiares de Detenidos Desaparecidos y Mártires por la Liberación Nacional (Plurinational State of Bolivia);
ATAC	Asociación de Técnicos Azucareros de Cuba (Cuba);
AUTISMO DURANGO	Autismo Durango (México);
AVACJM	Asociación Valenciana de amistad con Cuba José Martí (Spain);
AvhG	Alexander-von-Humboldt-Society (Germany);
BOMOF	Belarusian Branch of the International Public Foundation named after G.K Zhukov (Belarus);
BRYU	Public Association Belarusian Republican Youth Union

	(Belarus);
BSFC	Belarusian Society for Friendship and Cultural Relations with Foreign Countries - (Belarus);
CACSH	Club des Amis de Cuba de Sudést d'Haiti (Haiti);
CADAL	Centro para la Apertura y el Desarrollo de América Latina (Argentina);
Camaquito	ONG Camaquito (Switzerland);
CAMICUBA	Cabo Verde amigo de Cuba (Cape Verde);
CAPSDH	Commission africaine des promoteurs de la sante et droits de l'homme (Guinea);
CaribCouncil	Caribbean Council (New Zealand);
CCN	Council of Churches in Namibia (Namibia);
CEBRAPAZ	Brazilian Center for Solidarity with the Peoples and Struggle for Peace (Brazil);
CEG	Centro de Estudios de Guatemala (Guatemala);
CETIM	Centre Europe - Tiers Monde (Switzerland);
CFFC	Center for a Free Cuba (United States of America);
CFV	Centro Felix Varela (Cuba);
CGTP	Confederación General de Trabajadores Del Perú (Peru);
CIC	Consejo de Iglesias de Cuba (Cuba);
CIERIC	Centro de Intercambio y Referencia Iniciativa Comunitaria (Cuba);
CIR	Comité Ciudadanos por la Integración Racial (Cuba);
CJDH	Centro Juvenil de Derechos Humanos (Bolivarian Republic of Venezuela);
CJIC	Consejería Jurídica e Instrucción Cívica (Cuba);
CJS	Corriente de la Cultura Jurídica para la Sociedad Civil Cubana (Cuba);
CMEPH	Centre Massarat des Études Philosophiques et des Humanités (Tunisia);
CMEPU	Corriente Martiana (Cuba);
CMMLK	Centro Memorial Dr. Martin Luther King Jr. (Cuba);
CNC	Canadian Network On Cuba (Canada);
CNDH-RD	Comisión Nacional de los Derechos Humanos (Dominican Republic);
CNSRALNS	La Commission Nationale Pour Le Soutien De La Résistance Arabe Et La Lutte Contre La Normalisation Et Le Sionisme (Tunisia);
COAR	Centro Oscar Arnulfo Romero (Cuba);
COLABE	Coordinadora Latinoamericana en Bélgica (Belgium);
CONEG	Cofradía de la Negritud (Cuba);
COSATU	The Congress of South African Trade Unions (South Africa);
CPC	Cyprus Peace Council (Cyprus);
CPCES	Centro Popular Costarricense Estudios Sociales (Costa Rica);
CPDH	Comité Permanente Por La Defensa De Los Derechos Humanos (Colombia);
CPPC	Portuguese Council for Peace and Cooperation (Portugal);
CRD	Civil Rights Defenders – Latin American Department (Sweden);
CSC	Cuba Solidarity Campaign (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
CSGI	Cuba Support Group Ireland (Ireland);
CSHRS	China Society for Human Rights Studies (China);
CSW	Christian Solidarity Worldwide (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
CTC	Central de Trabajadores de Cuba (Cuba);
Cuba Coopération	Cuba Cooperation France (France);
Cuba va	Asociación de Cubanos Residentes en Austria (Austria);
Cubalex	Cubalex (United States of America);
Cubanismo	Cubanismo.be (Belgium);
CUT	Confederación Unitaria de Trabajadores (Costa Rica);
CYCI	Asociación Cultura y Cooperación Internacional (Spain);
DCF	Danish-Cuban Association (Denmark);

DDC	Directorio Democrático Cubano (United States of America);
DLAVOE	Confederación Latinoamericana en Austria (Austria);
ECDD	The European Center for the Development of Democracy (Latvia);
EEDDA	Greek Committee for International Democratic Solidarity (Greece);
EEDYE	Greek Committee For International Detente And Peace (Greece);
ES	Iglesia Evangélica Ejército de Salvación (Cuba);
Euskadi-Cuba	Asociación Vasca De Amistad y Cooperación Con Cuba (Spain);
Eye on Cuba	Eye on Cuba (Cuba);
FANJ	Fundación Antonio Núñez Jiménez de la Naturaleza y el Hombre (Cuba);
FCF	Free Cuba Foundation (United States of America);
FENSUAGRO	Federación Nacional Sindical Unitaria Agropecuaria (Colombia);
FGU	For the Genofond of Ukraine (Ukraine);
FLM	Left Youth Front (Slovakia);
FMC	Federación de Mujeres Cubanas (Cuba);
FOCUS-SA	Friends of Cuba Society-SA (South Africa);
FRICUZ	Friends of Cuba in Zambia (Zambia);
FS	Fundación SurVive (Nicaragua);
FSR	Forum Social Rumano (Romania);
FTB	Federation of Trade Unions of Belarus (Belarus)
FU	FIRST Union (New Zeland);
Fundação Lauro Campos	Fundación Lauro Campos (Brazil);
Fundación Guayasamín	Fundación Guayasamín (Ecuador);
GCC	Fundación Género con Clase (Venezuela);
GECU	Grupo Experimental De Cine Universitario (Panama);
GHP	Global Health Partners (United States of America);
GIEACPC	Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
HCAFS	Hellenic-Cuban Association of Friendship and Solidarity of Thessaloniki (Greece);
HOLA	House of Latin America (Iran);
IAC	International Action Centre (United States of America);
IFCO/Pastors for Peace	Interreligious Foundation for Community Organization/Pastors for Peace (United States of America);
ILA ACR	Latin America Institute of the Russian Academy of Sciences (Russia);
IMC	Iglesia Morava en Cuba (Cuba);
JRDC	Jamaican Rastafarian Development Community (Ethiopia);
JUST	International Movement for a Just World (Malaysia);
KCFS	Kenya Cuba Friendship Society (Kenia);
KOTA	Confédération ouvrière des travailleurs haïtiens (Haiti);
KZF	Keepers Zambia Foundation (Zambia);
LADH	Liga Argentina por los Derechos del Hombre (Argentina);
LAT	Latin America Association of Hungary (Hungary);
LFLF	Literacy for Life Foundation (Australia);
LIFS	Lesbianas Independientes Feministas Socialistas (Peru);
LWU	Lao Women's Union (Lao PDR);
MADRES	Asociación Madres de Plaza de Mayo (Argentina);
Mandate	Mandate Trade Union (Ireland);
MCFA	Mongol-Cuban Friendship Association (Mongolia);
MCR	Movimiento Cubano Reflexión (Cuba);
MDB	Movimiento Damas de Blanco (Cuba);
MDM	Movimiento Democrático De Mujeres (Spain);
MDMulheres	Women's Democratic Movement (Portugal);
MEASZ	Hungarian Federation of Resistance Fighters and Antifascists (Hungary);
mediCuba-Suisse	mediCuba-Suisse (Switzerland);
MINGA	Asociación para la Promoción Social Alternativa (Colombia);

MITSO	International University" MITSO " (Belarus);
MOVPAZ	Movimiento Cubano por la Paz y la Soberanía de los Pueblos (Cuba);
MSU World Leaders	International Union of Public Associations to promote the preservation and development of social, cultural, spiritual, and moral traditions "Leaders of the World Community" (Russia);
MSV	Sovial Movement "Venceremos" (Russia);
NCCLP	National Coalition of Concerned Legal Professionals (United States);
NCFA	Namibia-Cuba Friendship Association (Namibia);
NEHAWU	National Education Health and Allied Workers Union (South Africa);
NUNW	National Union of Namibian Workers (Namibia);
NwC	Red de Solidaridad con Cuba en Alemania – Netzwerk Cuba (Germany);
OCDH	Observatorio Cubano de Derechos Humanos (Spain);
OCLAE	Organización Continetal y Latinoamericana de Estudiantes (Cuba);
OEKG	Austrian – Cuban Association (Austria);
OGE	Federation of Greek Women (Greece);
OSPAAAL	Organización de Solidaridad de los Pueblos de Africa, Asia y América Latina, Africa and Latin America (Cuba);
OWTU	Oilfields Workers' Tade Union (Trinidad and Tobago);
PACO	Pan African Coalition of Organizations (Barbados);
PAM	Pan African Movement - Uganda National Chapter (Uganda);
Patmos	Instituto Patmos (Cuba);
Patria y Cultura	Colectivo Patria y Cultura (Ecuador);
Paz y Trabajo Digno	Fundación Paz y Trabajo Digno (Colombia);
PCDA	Pakistani-Cuban Doctors Association (Pakistan);
PCJ	Peace Council of Jamaica (Jamaica);
PFOM	Peace and Friendship Organization of Mongolia (Mongolia);
PHILCUBA	Philippines-Cuba Cultural and Friendship Association (The Philippines);
POGO	Women Movement of POGO (Cyprus);
PROCULTUR	Corporación de Promoción Cultural y Turística (Ecuador);
RATB	Rock Around the Blockade (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
Reflektum	Centre for Global Social Reflections (Slovenia);
SASG	Secretariado Nacional de Acciones com la Sociedad y el Gobierno de los Bahá'ís de Brasil (Brasil);
SCCA	Sociedad Cultural Cubano Andaluza Jose Marti (Spain);
SCKP	Asociación de Amistad Checo-Cubana (Czechia);
SEI RFG	Sector Educativo Independiente "Ricardo Flores Magon"(Mexico);
SET	Seminario Evangélico de Teología (Cuba);
SFB	Swiss Peace Movement (Switzerland);
SFKC	Society of Friendship "Kazakhstan Cuba" (Kazakhstan);
SLNCSC	Sri Lanka National Committee for Solidarity with Cuba (Sri Lanka);
SOCUMES	Sociedad Cubana Multidisciplinaria para el Estudio de la Sexualidad (Cuba);
SODEPAZ	Solidaridad para el Desarrollo y la Paz (Spain);
Spartacus Säätiö	Spartacus Foundation (Finland);
SPKnS	Association of Friends of Cuba in Slovakia (Slovakia);
SUECOCUBANA	Swedish-Cuban Association (Sweden);
SVGCFS	St Vincent and the Grenadines/Cuba Friendship Society (Saint Vincent and the Grenadines);
TUJOP	All Ukrainian Youth Public Organization «Children Of Tarara» (Ukraina);
UIC	Unión de Informáticos de Cuba (Cuba);
UNDECA	National Union of Social Security Employees (Costa Rica);
UNJC	National Union of Jurists of Cuba (Cuba);
UNMMAC	Unión Nacional De Mujeres Mexicanas A.C (Mexico);

UNPACU	Union Patriótica de Cuba (Cuba);
USELAMP	The Parents Association for the US Students and Graduates of the Latin American School of Medicine (United States of America);
VB	Venceremos Brigade (United States of America);
VGCL	Vietnam General Confederation of Labour (Vietnam);
VWU	Vietnam Women's Union (Vietnam);
WEA	World Evangelical Alliance (Switzerland);
WFTU	World Federation of Trade Unions (Greece);
WPC	World Peace Council (Greece);
YSI	Youth Support Initiative (Zambia).
<i>Joint submissions:</i>	
JS1	Joint submission 1 submitted by: Asociación Americana de Juristas - AAJ (Panamá); Fundación Latinoamericana por los Derechos Humanos y el Desarrollo Social-FUNDALATIN (Bolivarian Republic of Venezuela);
JS2	Joint submission 2 submitted by: Asociación Cubana de las Naciones Unidas – ACNU (Cuba) (Integrada por: Asociación Cubana de Esperanto; Asociación Cubana de Limitados Físico-Motores; Asociación Cubana de Producción Animal; Asociación Cubana de Técnicos Agrícolas y Forestales; Asociación de Bomberos Voluntarios de Cuba; Asociación de Pedagogos de Cuba; Asociación de Técnicos Azucareros de Cuba; Asociación Espiritista Kardeciana Cruzada Quisicuba; Asociación Hermanos Saiz; Asociación Médica del Caribe; Asociación Nacional de Economistas y Contadores; Asociación Nacional de Sordos de Cuba; Asociación Nacional del Ciego; Brigadas Técnicas Juveniles; Central de Trabajadores de Cuba; Centro de Estudios sobre Juventud; Centro de Intercambio y Referencia Iniciativa Comunitaria; Centro Félix Varela; Centro Oscar Arnulfo Romero; Consejo de Iglesias de Cuba; Federación Cubana de Actividades Subacuáticas; Federación Cubana del Deporte Canino; Federación de Mujeres Cubanas; Fundación “Antonio Núñez Jiménez” de la Naturaleza y el Hombre; Fundación “Fernando Ortiz”; Fundación “Nicolás Guillén”; Fundación del Nuevo Cine Latinoamericano; Movimiento Cubano por la Paz y la Soberanía de los Pueblos; Sociedad Civil Patrimonio Comunidad y Medio Ambiente; Sociedad Cubana de Alergología; Sociedad Cubana de Anatomía Patológica; Sociedad Cubana de Anestesiología y Reanimación; Sociedad Cubana de Angiología y Cirugía Vascular; Sociedad Cubana de Antropología Biológica; Sociedad Cubana de Aterosclerosis; Sociedad Cubana de Bioingeniería; Sociedad Cubana de Cardiología; Sociedad Cubana de Ciencias Farmacéuticas; Sociedad Cubana de Ciencias Fisiológicas; Sociedad Cubana de Ciencias Morfológicas; Sociedad Cubana de Cirugía; Sociedad Cubana de Cirugía Endoscópica; Sociedad Cubana de Cirugía Maxilo- Facial; Sociedad Cubana de Cirugía Pediátrica; Sociedad Cubana de Cirugía Plástica y Caumatología; Sociedad Cubana de Coloproctología; Sociedad Cubana de Dermatología; Sociedad Cubana de Educadores en Ciencias de la Salud; Sociedad Cubana de Endocrinología y Enfermedades Metabólicas; Sociedad Cubana de Enfermería; Sociedad Cubana de Estomatología; Sociedad Cubana de Estudios Ortodóncicos; Sociedad Cubana de Farmacología; Sociedad Cubana de Gastroenterología; Sociedad Cubana de Geología; Sociedad Cubana de Gerontología; Sociedad Cubana de Hematología; Sociedad Cubana de Higiene y Epidemiología; Sociedad Cubana de Historia de la Medicina; Sociedad Cubana de Imagenología; Sociedad Cubana de Informática Médica; Sociedad Cubana de Inmunología; Sociedad Cubana de Investigaciones Filosóficas;

- Sociedad Cubana de Medicina Bioenergética y Naturalista; Sociedad Cubana de Medicina Familiar; Sociedad Cubana de Medicina Física y Rehabilitación; Sociedad Cubana de Medicina Intensiva y de Emergencia; Sociedad Cubana de Medicina Interna; Sociedad Cubana de Medicina Legal; Sociedad Cubana de Microbiología y Parasitología; Sociedad Cubana de Nefrología; Sociedad Cubana de Neumología; Sociedad Cubana de Neurociencias; Sociedad Cubana de Neurología y Neurocirugía; Sociedad Cubana de Nutrición Clínica; Sociedad Cubana de Obstetricia y Ginecología; Sociedad Cubana de Oftalmología; Sociedad Cubana de Oncología y Radiobiología; Sociedad Cubana de Ortopedia y Traumatología; Sociedad Cubana de Otorrinolaringología; Sociedad Cubana de Patología Clínica; Sociedad Cubana de Pediatría; Sociedad Cubana de Periodontología; Sociedad Cubana de Prótesis Estomatológica; Sociedad Cubana de Psicología de la Salud; Sociedad Cubana de Psiquiatría; Sociedad Cubana de Reumatología; Sociedad Cubana de Salud Pública; Sociedad Cubana de Sociedad Cubana de Retinosis Pigmentaria; Sociedad Cubana de Toxicología; Sociedad Cubana de Trabajadores Sociales de la Salud; Sociedad Cubana de Urología; Sociedad Cubana para el Estudio Multidisciplinario de la Sexualidad; Sociedad Cubana para la Promoción de las Fuentes Renovables de Energía y el respeto ambiental - CUBASOLAR; Sociedad Cultural José Martí; Sociedad Económica Amigos del País; Sociedad Meteorológica de Cuba; Sociedad Nacional de la Cruz Roja Cubana; Unión Árabe de Cuba; Unión de Escritores y Artistas de Cuba; Unión de Periodistas de Cuba; Unión Nacional de Arquitectos e Ingenieros de la Construcción de Cuba);
- JS3 **Joint submission 3 submitted by:** Asociación Cubana de Producción Animal – ACPA (Integrada por: Sociedad Cubana de Lechería; Sociedad Cubana de Criadores de Ganado de Carne y Doble Propósito; Sociedad Cubana de Criadores de Búfalos; Sociedad Cubana de Amigos de los Équidos; Sociedad Cubana de Caprinocultores; Sociedad Cubana de Ovinocultores; Sociedad Cubana de Cunicultores y Cuycultores; Sociedad Cubana de Apicultores; Sociedad Cubana de Porcinocultores; Sociedad Cubana de Vaqueros de Rodeo; Sociedad Cubana de Acuicultura; Sociedad Cubana de Producción y Utilización de Pastos; Sociedad Cubana de Avicultores);
- JS4 **Joint submission 4 submitted by:** The Advocates for Human Rights (United States of America); World Coalition Against Death Penalty (France);
- JS5 **Joint submission 5 submitted by:** Alianza Manos (Integrada por: Arco Iris Libre de Cuba; Red Trans Fantasia; Universitarios Diversos – Universos);
- JS6 **Joint submission 6 submitted by:** Servicio Internacional Cristiano De Solidaridad Con Los Pueblos De América Latina, Mons. Romero – SICSAL (El Salvador); Iglesia Luterana Salvadoreña- ILS (El Salvador); La Coordinación Ecueménica De La Iglesia De Las Y Los Pobres De El Salvador – CEIPES (El Salvador); Fundación Hermano Mercedes Ruiz - FUNDAHMER (El Salvador); Asociación Apostólica Por La Vida Y La Paz – ASAVIPAZ (El Salvador); Iglesia Episcopal Anglicana De El Salvador- IAES (El Salvador);
- JS7 **Joint submission 7 submitted by:** Centro para la Apertura y el Desarrollo de América Latina - CADAL (Argentina), Fundación para los Derechos Humanos en Cuba (United States of America);
- JS8 **Joint submission 8 submitted by:** Centro de Estudios Sobre la Juventud – CESJ (Cuba); Federación de Estudiantes de la

- Enseñanza Media – FEEM (Cuba); Federación Estudiantil Universitaria – FEU (Cuba); Brigada de Instructores de Arte – BIA (Cuba); Brigadas Técnicas Juveniles–BTJ (Cuba); Asociación “Hermanos Saíz” – AHS (Cuba); Movimiento Juvenil Martiano – MJM (Cuba);
- JS9 **Joint submission 9 submitted by:** Cuba Archive / Free Society Project (United States of America); Cubalex (United States of America); The Human Rights Foundation Center for Law and Democracy (United States of America);
- JS10 **Joint submission 10 submitted by:** Cubalex (United States of America); Instituto Cubano por la Libertad de Expresión y Prensa – ICLEP (United States of America); Centro para la Apertura y el Desarrollo de América Latina – CADAL (Argentina); Cuba Archive / Free Society Project, Inc. (United States of America);
- JS11 **Joint submission 11 submitted by:** International Association Against Torture - IAAT-AICT (United States of America); December 12th Movement International Secretariat (United States of America);
- JS12 **Joint submission 12 submitted by:** Movimiento Dignidad (Cuba); Cubalex (United States of America); Fundación para los Derechos Humanos en Cuba (United States of America);
- JS13 **Joint submission 13 submitted by:** Fundación para los Derechos Humanos en Cuba (United States of America); Centro para la Apertura y el Desarrollo de América Latina – CADAL (Argentina); Foro Antitotalitario Unido - FANTU (Cuba);
- JS14 **Joint submission 14 submitted by:** Red Latinoamericana y del Caribe para la Democracia - REDLAD; Centro de Estudios para el Desarrollo Local - CEDEL (Cuba); Fundación para los Derechos Humanos en Cuba (United States of America); Asociación Sindical Cubana - ASC; Eye on Cuba (Cuba); Juventud Activa Cuba Unida – JACU (Cuba); Freedom House FH (United States of America);
- JS15 **Joint submission 15 submitted by:** Jose Marti Cultural Association (Greece); Hasta La Victoria Siempre (Greece); Red Solidaria Griega (Greece); Kalamata Greek-Cuban Friendship Society (Greece); Association for the Advancement of Marxist Thought – Yannis Kordatos (Greece); Diethnes Vima / International Forum (Greece);
- JS16 **Joint submission 16 submitted by:** Cubalex (United States of America); Fundación para los Derechos Humanos en Cuba (United States of America);
- JS17 **Joint submission 17 submitted by:** Robert F. Kennedy Human Rights (United States of America); Cubalex (United States of America);
- JS18 **Joint submission 18 submitted by:** Unión Nacional de Arquitectos e Ingenieros de la construcción (Cuba) (Integrada por: Sociedad de Arquitectura; Sociedad de Ingeniería Civil; Sociedad de Ingeniería Hidráulica; Sociedad de Ingenierías Mecánica, Eléctrica e Industrial aplicadas a la Construcción; Sociedad de Ingenierías de las Geociencias y Química aplicadas a la Construcción);
- JS19 **Joint submission 19 submitted by:** CIVICUS - World Alliance for Citizen Participation (South Africa); Cuban Commission on Human Rights and National Reconciliation - CCDHRN (Cuba);
- JS20 **Joint submission 20 submitted by:** Foro por los Derechos y Libertades (Cuba) (Integrado por: Estado de Sats; Damas de Blanco; Asociación de presos y expresos políticos);
- JS21 **Joint submission 21 submitted by:** Corriente Martiana (Cuba); Instituto Patmos (Cuba); Centro de Cultura y Democracia (Cuba); Asociación Pro Libertad de Prensa

(Cuba); Fundaci3n Cubana por los Derechos LGBTI (Cuba); Movimiento Cubano Reflexi3n – MCR (Cuba); Agencia de Prensa Libre Avileña - APLA (Cuba); Federaci3n Latinoamericana de Mujeres Rurales – FLAMUR (Cuba); Alianza Democrática Piñarena Vueltabajo por Cuba (Cuba); Asociaci3n Sindical Independiente de Cuba – ASIC (Cuba).

Regional intergovernmental organization(s):

IACHR

Comisi3n Interamericana de Derechos Humanos (United States of America).

- ² For relevant recommendations, see A/HRC/24/16, paras. 170.1-170.7, 170.9-170.14, 170.98, 170.99, 170.101-170.113, and 170.141.
- ³ See ACFS-WAB, p. 2; ACRG, p. 1; AELAM, p. 4; AFC, p. 2; AIPSO, p. 4, ALC, p. 3; ANEC, p. 2; APJM, p. 4; ASALJM, p. 2; BOMOF, p. 3; BSFC, p. 2; CAMICUBA, p. 5; CCN, p. 4; CETIM, p. 4; CMEPH, p. 2; CNDH-RD, p. 4; COLABE, p. 2; CPC, paras. 11 and 13; CSGI, p. 7, FENSUAGRO, para. 2; FRICUZ, para. 4; FSR, p. 2; FU, para. 3; LADH, p. 9; LAT, p. 1, LWU, para. 6, MADRES, p. 2, MDMulheres, p. 5; MEASZ, p. 4; MSU World Leaders, p. 2; NCFA, p. 2; OCLAE, p. 3; OWTU, p. 1; POGO, p. 5; PROCULTUR, p. 2; SFB, p. 5; and WFTU, p. 5.
- ⁴ See CNDH-RD, p. 5. See also JS10, p. 9; CJS, p. 4 and NCFA, p. 3.
- ⁵ See JS10, p. 9. See also JS9, para. 54.
- ⁶ See JS5, p. 12; JS7, p. 7; JS10, p. 9; JS14, p. 9; JS20, p. 12; JS21, para. 106; AI, p. 6; CETIM, p. 4; CMEPU, p. 3; CRD, p. 9; CSW, p. 1; Eye on Cuba, p. 8; MCR, p. 4; MDB, p. 4; and OCDH, p. 5. See also JS4, p. 3; JS9, para. 52; JS19, p. 13; APLP, p. 11; CADAL, p. 4; CONEG, p. 2; and PHILCUBA, p. 1.
- ⁷ See JS7, p. 7; JS9, para. 51; JS10, p. 9; JS14, p. 9; and MCFA, p. 3.
- ⁸ See CUT, p. 3. See also CNDH-RD, p. 4; COLABE, p. 2; CPC, para. 12; and FS, paras. 6-7.
- ⁹ See CSW, p. 1.
- ¹⁰ See JS5, p. 12. See also JS10, p. 9.
- ¹¹ See JS2, p. 2; JS6, p. 2; AAUC, p. 1; ACFS-M, p. 2; ACRG, p. 1; AELAM, p. 4; AIPSO, p. 4; ALC, p. 3; ANDES 21 de junio, p. 5; APJM, p. 4; ASALJM, p. 1; ASC/VSC, p. 5; ASOFAMD, p. 3; BSFC, p. 2; CAMICUBA, p. 4; CEG, p. 1; CMEPH, p. 2; COLABE, p. 3; COSATU, paras. 38 and 48; CPC, paras. 12 and 14; CSHRS, para. 2; FENSUAGRO, para. 4; FRICUZ, para. 9; FSR, p. 2; HCAFS, para. 4; LADH, p. 8; MADRES, p. 2; MDMulheres, pp. 3 and 5; MEASZ, p. 4; MSV, p. 3; NCFA, p. 2; NUNW, p. 4; OWTU, p. 2; PAM, p. 2; PROCULTUR, p. 2; SFB, p. 5; SFKC, p. 1; UNDECA, p. 2; WFTU, p. 5; and WPC, p. 5.
- ¹² See JS2, p. 2. See also CNDH-RD, p. 4; and FU, para. 3.
- ¹³ A/HRC/24/16, para. 170.107 (Austria, Spain, Hungary, Montenegro); and para.170.110 (France).
- ¹⁴ AI, pp. 2 and 3. See also JS10, pp. 1, 4-5; and JS20, p. 11.
- ¹⁵ See JS5, p. 12; JS7, p. 7; JS9, paras. 57-61; JS10, p. 9; JS14, p. 9; JS19, p. 17; AI, p. 6; CADAL, p. 4; CRD, pp. 9 and 11; and CSW, p. 2.
- ¹⁶ For relevant recommendations, see A/HRC/24/16, paras. 170.15 - 170.23, 170.26 - 170.33, 170.37, 170.41, 170.47, 170.50 - 170.52, 170.62, and 170.87.
- ¹⁷ See JS2, p. 3; AACC, p. 2; ACFS-M, p. 1; ACFS-WAB, p. 1; ACWF, p. 1; AELAM, pp. 4-5; AHCAS, p. 2; ALC, p. 3; ANCI, p. 1; APEGECEA, p.3; ASC/VSC, p. 5; AVACJM, p. 3; AvhG, p. 1; BOMOF, p. 1; BSFC, p. 2; CAMICUBA, p. 4; and UNJC, p. 1.
- ¹⁸ See JS6, p. 2; AELAM, p. 5; AFEP, p. 3; AIPSO, p. 3; ALC, p. 2; ANDES 21 de junio, pp. 4 - 5; APJM, p. 4; ASC/VSC, p. 2; ASOFAMD, p. 2; CAMICUBA, pp. 3-4; CEBRAPAZ, p. 1; CEG, p. 1; CMEPH, p. 2; CPDH, p. 2; FENSUAGRO, paras. 14-15; FLM, p. 1; FRICUZ, para. 28; Fundaci3n Guayasamín, p. 2; HOLA, p. 4; JRDC, para. 1; LADH, p. 7; Mandate, p. 2; MDMulheres, p. 5; MEASZ, p. 3; MINGA, p. 5; MSU World Leaders, p. 2; PROCULTUR, p. 5; SFB, p. 4; SLNCSC, p. 4; and WPC, p. 4. See also JS2, p. 3.
- ¹⁹ See OCDH, p. 1. See also JS10, p. 2; JS20, p. 1; APLP, p. 8; CJS, p. 2; and Cubalex, p. 1.
- ²⁰ See Cubalex, p. 1. See also JS14, p. 8; and Eye on Cuba, p. 4.
- ²¹ See JS21, para. 75. See also JS9, para. 8; JS10, p. 10; CJS, p. 4; and CRD, pp. 3 and 9.
- ²² See COLABE, p. 7. See also JS2, p. 4.
- ²³ See AIPSO, p. 3; ALC, p. 30; APJM, p. 4; ASOFAMD, p. 2; CAMICUBA, p. 4; CEG, p. 1; CPDH, p. 2; FENSUAGRO, para. 18; LADH, p. 8; MEASZ, p. 4; MSU World Leaders, p. 2; NUNW, p. 4; PROCULTUR, p. 1; SFB, p. 4; UNJC, p. 2; WFTU, p. 4; and WPC, p. 4. See also AFEP, p. 3.
- ²⁴ See JS20, p. 1; and JS21, para. 67. See also JS10, p. 2 and 3.
- ²⁵ See JS7, p. 7; JS9, para. 63; JS10, p. 10; CJS, p. 4; Cubalex, p. 1; and OCDH, p. 5. See also JS14, p. 11; AI, p. 1; and APLP, p. 6.
- ²⁶ See CSHRS, para. 2; COSATU, para. 21; ANDES 21 de junio, p. 5; BOMOF, p. 1; MINGA, p. 3; NCFA, p. 2; and OWTU, p. 2.
- ²⁷ See JS19, p.18.

- ²⁸ See JS10, p. 10. See also JS7, p. 8; JS14, pp. 10-11; JS19, p. 17; and OCDH, p. 5.
- ²⁹ For relevant recommendations, see A/HRC/24/16, paras. 170.114, 170.115, 170.119, and 170.130-170.133.
- ³⁰ See UNJC, p. 3. See also ANSOC, p. 3; AVACJM p. 3; BOMOF, p. 2; CAPSDH, p. 1; CYCI, p. 2; NCCLP, p. 2; RATB, p. 4; and YSI, p. 2.
- ³¹ See ACFS-WAB, p.2; ACTJGG, p. 1; ACLIFM, pp. 1-5; ACWF, p. 1; AFC, p. 2; AFEP, p. 1; AHCAS, p. 2; AIPSO, p. 4; ALC, p. 3; AVACJM, p. 3; BOMOF, p. 2; BSFC, p. 3; CAPSDH, pp. 1-3; Caribcouncil, p. 1; CMMLK, p. 3; CNSRALNS, p. 3; COAR, p. 2; CPC para. 9; CSC, p. 7; CSHRS, para. 9; ECDD, p. 2; EEDDA, p. 3; FLM, p. 1; ILA ACR, p. 4; GCC, pp. 6; IAC, p. 4; JUST, p. 3; OWTU, p. 2; PCJ, p. 3; Reflektum, p. 1; SUECOCUBANA, p. 7; VB, p. 2; YSI, p. 2; and OWTU, p. 2. See also AAM, p. 3; BSFC, p. 2; CCN, pp. 2-3; CMEPH, p. 3; and NEHAWU, p. 2.
- ³² See YSI, p. 2. See also CAPSDH, p. 1.
- ³³ See CIR, pp. 2-3 and 7. See also CONEG, p. 2; CRD, p. 3; and IACHR, p. 14.
- ³⁴ See CIR, p. 8. See also CONEG, p. 4; and CAPSDH, pp. 2 and 3.
- ³⁵ See CONEG, p. 4.
- ³⁶ See JS5, pp. 3 - 4, 9, 10, 12 and 13. See also DCF, p. 1; LIFS, p. 1; OWTU, p. 2; Reflektum, pp. 1-2; VB, p. 2 and YSI, p. 2.
- ³⁷ For relevant recommendations, see A/HRC/24/16, paras. 170.36, 170.38-170.40, 170.42-170.46, 170.53, 170.59, 170.60, 170.64-170.86, 170.100, 170.147, 170.206, 170.208, 170.213, 170.214, 170.216, and 170.220.
- ³⁸ See JS2, p. 10; JS3, p. 4; ACFS-WAB, p. 3; ASLGC, p. 3; CFV, p. 1-7; Cuba Va, p. 1; Euskadi Cuba, p. 2; FANJ, pp. 2-3; FRICUZ, para. 27; KCFS, para. 15; mediCuba-Suisse, p. 1; MSV, p. 3; OEKG, p. 4; PHILCUBA, p. 2; Spartacus Säätiö, p. 1; SUECOCUBANA, p. 5; and UNJC, p. 5.
- ³⁹ See JS2, p. 8; JS6, p. 4; JS11, paras. 2-4; JS15, p. 2; AACC, p. 3; AACG, p. 1; AASCuba, p. 7; ACFS-M, p. 2; ACFS-S, p. 1; ACFS-WAB, pp. 1-3; ACRG, p. 2; ACTJGG, pp.1-2; AELAM, p.3-4; AFC, p. 3; AFEP, p. 4; AHCAS, pp. 3-4; AIASP p. 5; AIPSO, p. 3; AJMS, p. 3; ALC, p. 3; ALGES, pp. 3 - 4; ANDES 21 de junio, p. 3; APEGECEA, p. 4; APJM, p. 4; ASC/VSC, p. 5; AUTISMO DURANGO A.C., p. 1; AVACJM, p. 5; AvhG, p. 1; BOMOF, pp. 3 - 4; CACSH, pp. 1 and 2; CAPSDH, p. 3; Caribcouncil, p. 1; CEBRAPAZ, p. 3; CETIM, p. 3; CGTP, p. 1; CNC, p. 8; CNDH-RD, p. 5; CNSRALNS, p. 3; COLABE, p. 3; COSATU, paras. 22-25; CPC, para. 17; CPPC, pp. 1-2; CSGI, p. 7; CSHRS, para. 15; Cuba Coopération, p. 4; Cuba Va, p. 1; Cubanismo, p. 1; DCF, p. 1; DLAVOE, p. 2; EEDDA, pp. 3-4; EEDYE, pp. 2-3; Euskadi Cuba, p. 2; FENSUAGRO, para. 1; FGU, paras. 2-3; FOCUS-SA, p. 7; FRICUZ, para. 3; FS, paras. 30-37; FSR, p. 2; FU, paras. 6-7; Fundación Guayasamín, p. 6; GECU, p. 1; HOLA, p. 6; IFCO/Pastors for Peace, p. 1; JRDC, paras. 4 and 15-21; KCFS, paras. 9-10; KOTA, paras. 4-13; KZF, p. 4; LADH, pp. 1-2 and 9; LFLF, paras. 2-8; MADRES, p. 3; MSU World Leaders, p. 2; NCFA, p. 2; NwC, p. 1; OCLAE, p. 2; OEKG, p. 4; OGE, pp. 1 and 2; OSPAAAL, pp. 3 - 5; OWTU, pp. 1 and 4; PACO, p. 3 and 4; Patria y Cultura, p. 4; PCDA, pp. 1-2; PCJ, pp. 6-7; PFOM, pp. 2 and 3; PHILCUBA, p. 2; POGO, p. 6; RATB, p. 5; Reflektum, p. 2; SCCA, pp. 1 - 2; SCKP, pp. 2 and 3; SEI RFG, p. 2; SFB, p. 5; SUECOCUBANA, p. 5; SVGCSF, pp. 2-4; TUJOP, p. 1; and USELAMPÁ pp. 2-4.
- ⁴⁰ See ASC/VSC, p. 6; CEBRAPAZ, pp. 3 - 4; COAR, p. 6; CPDH, p. 3; KCFS, para. 11; NCFA, p. 2; and Patria y Cultura, p. 5.
- ⁴¹ See JS2, p. 3.
- ⁴² See JS11, para. 5; AACC, p. 3; AACG, p. 2; AAM, p. 2; AAUC, p. 1; ACFS-M, p.2; ACFS-WAB, p.1; AIASP, p. 5; AIPSO, p. 1; AJMS, p. 2; ALC, p. 3; ANCI, p. 4; ANDES 21 de junio, p. 5; ANSOC, p. 4; APEGECEA, p. 6; ASC/VSC, p. 6; AVACJM, p. 3; BOMOF, pp. 4-5; Caribcouncil, p. 2; CCN, p. 4; CEBRAPAZ, p. 3; CETIM, pp. 1 and 2; CMEPH, p. 2; CNDH-RD, p. 2; COAR, p. 6; CIERIC, p. 2; COLABE, p. 3; COSATU, para. 30; CPC, para. 8; Cuba Coopération, p. 4; Cuba Va, p. 1; EEDDA, pp. 2 and 4; EEDYE, p. 3; FENSUAGRO, para. 5; FMC, p. 4; FRICUZ, para. 8; FU, para. 4; Fundación Guayasamín, p. 7; HCAFS, paras. 14-17; JUST, p. 2; KCFS, para. 12; LADH, p. 8; LAT, p. 2; MDMulheres, pp. 3 and 5; MEASZ, p. 4; MOVPAZ, p. 1; MSU World Leaders, p. 3; NCCLP, p. 4-5; NCFA, p. 3; NUNW, p. 4; NwC, p. 1; OCLAE, p. 3; OEKG, p. 4; OGE, p. 3; OSPAAAL, p. 2; PACO, p. 5; PAM, p. 1; Patria y Cultura, p. 3; Paz y Trabajo Digno, p. 3; PCDA, p. 2; PHILCUBA, p. 3; PROCULTUR, p. 5; SEI RFG, p. 2; SFB, p. 5; SFKC, p. 1; SLNCSC, p. 3; SODEPAZ, p. 1; SUECOCUBANA, p. 2; SVGCSF, pp. 1-2; UIC, p. 2; WFTU, p. 5; and WPC, p. 5. See also JS6, p. 2; ACFS-S, p.1; ACURE, p. 4; AFC p. 3; AHCAS, p. 4; ALJT, p. 2; APC, p. 1; ASALJM, p. 1; AUTISMO DURANGO, A.C., p. 1; AvhG, p. 1; CACSH, p. 1; CGTP, p. 1; CPCES, p. 4; CPPC, p. 2; CSC, p. 4; CSGI, p. 5; CTC, p. 1; DCF, p. 1; Euskadi Cuba, pp. 1 and 3; FGU, para. 7; FOCUS-SA, pp. 3 and 5; FS, para. 3; GHP, paras. 7 and 11; IAC, p. 1; IFCO/Pastors for Peace, p. 1; JRDC, paras. 1 and 12; MADRES, p. 1; Mandate, p. 2; MINGA, p. 5; MSV, p. 3; OWTU, p. 3; SET, p. 3; and UNDECA, pp. 1-2.

- ⁴³ See AJMS, p. 2; BOMOF, p. 5; CETIM, p. 1; COSATU, para. 35; JUST, p. 2; Paz y Trabajo Digno, p. 3; PHILCUBA, p. 3; SLNCSC, p. 3; and SUECOCUBANA, p. 2. See also HOLA, p. 7; NwC, p. 1; and SCCA, pp. 1-2.
- ⁴⁴ See Caribcouncil, p. 2; NwC, p. 1; PCJ, p. 2; and VGCL, p. 3.
- ⁴⁵ For relevant recommendations, see A/HRC/24/16, paras. 170.48, 170.61, 170.124, 170.129, 170.134-170.137, 170.140, 170.143-170.146, 170.149-170.151, 170.159, 170.163-170.165, and 170.175.
- ⁴⁶ See JS4, p. 1; JS14, p. 3; AFC, p. 2; AIPSO, p. 5; ALC, p. 4; APJM, p. 6; ASALJM, p. 2; BOMOF, p. 2; CAMICUBA, p. 6; CEG, p. 3; CNSRALNS, p. 3; FENSUAGRO, paras. 25-26; FRICUZ, para. 10; MDMulheres, p. 7; MEASZ, p. 5-6; NUNW, p. 6; PHILCUBA, p. 3; PROCULTUR, p. 8; SFB, p. 7; SLNCSC, p. 2; and WFTU, p. 7. See also JS9, paras. 12-13; JS21, para. 29; ACRG, p. 2; ACURE, p. 3; AJMS, p. 2; CPC, para. 16; FS, para. 10; MINGA, p. 4; MITSO, p. 1; OEKG, p. 4; and PCJ, p. 5.
- ⁴⁷ See JS4, p. 3; AI, p. 7; CNDH-RD, p. 5; CRD, p. 10; and PHILCUBA, p. 3.
- ⁴⁸ See JS2, p. 4; ACURE, p. 3; AELAM, p. 4; ANDES 21 de junio, p. 4; APEGECEA, p. 4; CNC, p. 3; Fundación Guayasamín, p. 2; and NEHAWU, p. 2.
- ⁴⁹ See CNDH-RD, p. 5. See also AAM, pp. 2-3; AELAM, p. 4; ANDES 21 de junio, p. 4; Euskadi Cuba, p. 2; mediCuba-Suisse, p. 2; and PCJ, p. 4.
- ⁵⁰ See JS9, paras. 11, 19-23, 30, 33, 37 and 48.
- ⁵¹ See IACHR, p. 8.
- ⁵² See JS7, p. 4; JS9, para. 36; JS14, p. 7; CFFC, p. 3; MDB, pp. 3-4; OCDH, pp. 1-2; and UNPACU, p. 2.
- ⁵³ See JS7, p. 4; See also JS9, para. 36; JS14, p. 8; and CFFC, p. 3.
- ⁵⁴ See IACHR, pp. 12-13.
- ⁵⁵ See CFFC, pp. 3 and 5. See also JS7, p. 4; CRD, p. 6; and OCDH, pp. 2 and 5.
- ⁵⁶ A/HRC/24/16 paras. 170.114 (South Africa), 170.115 (Peru), 170.119 (Argentina) y 170.130 (South Africa).
- ⁵⁷ See JS12, p. 1. See also JS20, p. 6; CJS, p. 3; CRD, p. 10; and IACHR, p. 13.
- ⁵⁸ See JS12, pp. 2-6. See also JS5, p. 4-5; JS9, para. 44; and AI, p. 4.
- ⁵⁹ See ACFS-WAB, p. 2; ACURE, p. 3; AIPSO, p. 5; ALC, p. 5; APEGECEA, p. 5; APJM, p. 6; ASALJM, p. 2; ASC/VSC, p. 5; CAMICUBA, pp. 6-7; CCN, p. 3; CEG, p. 3; CMEPH, p. 3; CPDH, p. 3; CSHRS, para. 8; DCF, p. 2; FENSUAGRO, paras. 28-31; FRICUZ, paras. 47-50; Fundación Guayasamín, pp. 2-4; LADH, pp. 11-12; LAT, pp. 1-2; MDMulheres, p. 7; MEASZ, p. 6; MITSO, p. 1; NUNW, p. 7; Patria y Cultura, p. 4; PROCULTUR, p. 7; SFB, pp. 7-8; and WFTU, p. 7. See also AAC, p. 29.
- ⁶⁰ See JS9, paras. 39, 40 and 42. See also JS13, pp. 1-6; JS16, pp. 1-2, 4-9; JS21, paras. 65-66; DDC, p. 1; and UNPACU, p. 1.
- ⁶¹ See UNPACU, p. 1. See also AI, p. 3; DDC, p. 3; and MDB, p. 3.
- ⁶² See AI, p. 6. See also JS4, p. 2; JS9, paras. 43 and 55-56; JS13, p. 9; and JS16, p. 10.
- ⁶³ See LADH, p. 12. See also CAMICUBA, p. 7; FENSUAGRO, para. 31; FRICUZ, para. 50; ALC, p. 5; MEASZ, p. 6; NUNW, p. 7; and SFB, p. 8.
- ⁶⁴ See JS13, pp. 6 and 9. See also JS16, p. 10; and CRD, p. 4.
- ⁶⁵ See JS5, pp. 6 and 14.
- ⁶⁶ For relevant recommendations, see A/HRC/24/16, paras. 170.138, 170.153-170.162, and 170.283.
- ⁶⁷ See JS1, p. 6. See also MINGA, p. 3.
- ⁶⁸ See CRD, p. 6. See also JS9, para. 9; JS20, p. 1; JS21, paras. 21-22; AI, p. 5; APLP, p. 7; CJIC, p. 5; Eye on Cuba, p. 5; IACHR, p. 13; and MCR, p. 1.
- ⁶⁹ See AI, p. 4.
- ⁷⁰ See CJIC, p. 5. See also JS10, pp. 1-2; APLP, p. 6; and CJS, p. 4.
- ⁷¹ See JS2, p. 4. See also JS1, p. 7; AACC, p. 2; ACURE, p. 3; APEGECEA, p. 5; OWTU, p. 2; PCJ, p. 4; and UNJC, p. 3.
- ⁷² See AFC, p. 2; AIPSO, pp. 3 and 4; ALC, pp. 2-3; APJM, p. 4; ASOFAMD, p. 2; CAMICUBA, p. 4; CNSRALNS, pp. 2-3; FENSUAGRO, paras. 16-17; FRICUZ, para. 5; HOLA, p. 4; LADH, pp. 7-8; MDMulheres, p. 5; MEASZ, pp. 3-4; NUNW, p. 4; PROCULTUR, p. 2; SFB, p. 4; WFTU, p. 4; and WPC, p. 4.
- ⁷³ See AI, p. 5. See also JS14, p. 4; IACHR, p. 9; and UNPACU, p. 1.
- ⁷⁴ See JS20, p. 13. See also CJIC, p. 5; and Eye on Cuba, p. 8.
- ⁷⁵ See JS21, para. 80. See also JS19, p. 15; and JS20, p. 13.
- ⁷⁶ See JS14, p. 4. See also JS12, p. 3; CJIC, p. 4; and CJS, p. 5.
- ⁷⁷ See JS1, pp. 7 y 8.
- ⁷⁸ For relevant recommendations, see A/HRC/24/16, paras. 170.62, 170.63, 170.139, 170.166-170.168, 170.170, 170.171, 170.173, 170.175, 170.176, 170.178-170.184, 170.186, 170.187, 170.189-170.203, and 170.230.

- ⁷⁹ See JS1, p. 4-5. See also AACC, p. 2; AIPSO, p. 4; ALC, p. 4; APJM, p. 5; CAMICUBA, p. 5; CYCI, p. 3; FENSUAGRO, para. 23; FRICUZ, para. 19; Fundación Guayasamín, p. 2; HOLA, p. 5; ILA ACR, p. 3; LADH, p. 9; MDMulheres, p. 6; MEASZ, p. 4; NUNW, p. 4; OCLAE, p. 2; OEKG, p. 4; PROCULTUR, p. 6; SFB, p. 6; UNDECA, p. 3; UNJC, p. 1; and WFTU, p. 6.
- ⁸⁰ See APLP, p. 3. See also JS21, paras. 42-43; AI, p. 3; and MCR, p. 2.
- ⁸¹ See JS19, p. 9. See also JS14, p. 8; and APLP, p. 3.
- ⁸² See ACFS-WAB, p. 2; AIPSO, p. 4; AJMS, p. 2; ALC, p. 3; APJM, p. 5; ASALJM, p. 1; CEBRAPAZ, p. 2; CSHRS, para. 13; FENSUAGRO, para. 24; FRICUZ, para. 26; HOLA, p. 5; LADH, p. 8; MDMulheres, p. 6; MEASZ, p. 4; NUNW, p. 4; OWTU, p. 1; PROCULTUR, p. 5; SFB, p. 5; UIC, p. 4; and WFTU, p. 5.
- ⁸³ See JS2, p. 11. See also JS14, p. 9; and ACINC, p. 1.
- ⁸⁴ See AI, pp. 4 and 6. See also JS19, p. 10; ACINC, p. 2; and APLP, p. 9.
- ⁸⁵ See APLP, p. 2.
- ⁸⁶ See ACINC, p. 5. See also JS14, p. 8; and JS19, p. 11.
- ⁸⁷ See JS19, p. 9.
- ⁸⁸ See JS1, p. 6; AAM, p. 4; ACURE, p. 4; AIPSO, p. 4; ALC, p. 3; APJM, p. 5; AVACJM, p. 4; COLABE, p. 4; LADH, p. 9; MDMulheres, p. 6; MEASZ, p. 4; NUNW, p. 4; PCJ, p. 5; PROCULTUR, p. 5. See also ATAC, p. 2; EEDDA, p. 3; SFB, p. 5; and WFTU, p. 5.
- ⁸⁹ See JS1, p. 5; ALC, p. 4; APJM, p. 5; AVACJM, p. 3; CAMICUBA, p. 5; CEG, p. 3; COLABE, p. 5; FENSUAGRO, para. 34; FRICUZ, para. 23; HOLA, p. 5; LADH, p. 10; PROCULTUR, p. 6; WFTU, p. 6; and WPC, p. 5.
- ⁹⁰ See AIPSO, p. 4; ALC, p. 3; APJM, p. 5; MDMulheres, p. 6; MEASZ, p. 4; NUNW, p. 5; PROCULTUR, p. 5; SFB, p. 5; and WFTU, p. 5.
- ⁹¹ See JS7, pp. 5 - 6; JS9, para. 10; JS14, pp. 3 and 7-8; JS19, pp. 3, 5, 6-7 and 8; JS20, pp. 11 and 12; JS21, paras. 31-32; AI, pp. 3-5; APLP, p. 5; CIR, pp. 4-6; CJS, pp. 2 and 4; CMEPU, p. 2; CRD, p. 7; Cubalex, p. 1; Eye on Cuba, pp. 3, 4, 5 and 7; FCF, pp. 1-3; MCR, p. 2; MDB, pp. 2-4; OCDH, pp. 2 and 3; PATMOS, p. 4; SFB, p. 2; and UNPACU, pp. 1-3.
- ⁹² See JS19, p. 7. See also IACHR, p. 2.
- ⁹³ See JS21, para. 36. See also, CMEPU, p. 1.
- ⁹⁴ See JS2, p. 6; JS6, p. 5; ACFS-WAB, p. 1; ACURE, p. 2; ACYF, p. 1; AFC, p. 1; AIPSO, p. 2; APJM, p. 2; ASC/VSC, p. 3; AVACJM, p. 6; CAMICUBA, p. 1; CEBRAPAZ, p. 2; CJDH, p. 2; CMLLK, pp. 1-2; CNC, p. 6-7; CSHRS, para. 4; CTC, p. 4; Cuba Coopération, p. 4; EEDDA, p. 2; EEDYE, p. 3; FENSUAGRO, para. 7; FRICUZ, para. 35; FTB, para. 1; Fundación Guayasamín, pp. 4-5; HOLA, pp. 3 and 7; LADH, p. 3; MEASZ, p. 1; MINGA, p. 3; NCFA, p. 2; NUNW, p. 2; PROCULTUR, p. 3; SFB, p. 2; SLNCSC, p. 4; SPKnS, p. 1; WPC, p. 2; and YSI, p. 4.
- ⁹⁵ See AIPSO, p. 2; ALC, p. 2; APJM, p. 2; ASC/VSC, p. 3; ASOFAMD, p. 2; CAMICUBA, p. 2; CEBRAPAZ, p. 2; CEG, p. 2; CNC, p. 7; COAR, p. 5; COLABE, p. 2; CONEG, p. 1; CPC, para. 7; CPDH, p. 2; Cubanismo, p. 1; DCF, p. 2; ECDD, pp. 1-2; FENSUAGRO, para. 11; FRICUZ, para. 39; FS, para. 11; FTB, para. 6; HOLA, p. 3; ILA ACR, p. 3; JUST, p. 3; LADH, p. 4; LAT, p. 1; MDMulheres, p. 4; MEASZ, p. 2; MINGA, p. 3; NCFA, p. 2; NUNW, p. 2; NwC, p. 1; OWTU, p. 1; Paz y Trabajo Digno, p. 2; PROCULTUR, p. 3; SFB, p. 2; SLNCSC, p. 4; SPKnS, p. 1; SUECOCUBANA, p. 2; VGCL, p. 2; WFTU, p. 2; and YSI, p. 4.
- ⁹⁶ See JS6, p. 5; ACYF, pp. 1-2; AFEP, p. 2; AIPSO, p. 2; ALC, p. 1; APJM, pp. 2-3; ASALJM, p. 1; ASC/VSC, p. 3; CAMICUBA, p. 1; CJDH, p. 2; CNSRALNS, p. 2; CPC, para. 7; CSHRS, para. 7; CYCI, p. 1; EEDDA, p. 2; FENSUAGRO, para. 9; FRICUZ, para. 37; HOLA, p. 3; ILA ACR, p. 2; LADH, p. 3; LAT, p. 1; LWU, para. 3; MDMulheres, p. 3; MEASZ, p. 4; NUNW, pp. 1 - 2; PROCULTUR, p. 3; SFB, p. 2; SpkNs, p. 1; VGCL, p. 1; VWU, p. 2; WFTU, p. 2; WPC, pp. 2-3; YSI, p. 3. See also JS8, p. 4; AHCAS, p. 4; CPPC, p. 1; and RATB, p. 6.
- ⁹⁷ See JS20, p. 5; and JS21, para. 17. See also Cubalex, p. 3; and MCR, p. 4.
- ⁹⁸ See JS14, p. 6; JS17, pp. 2 and 10; AI, p. 4; APLP, p. 5; CJIC, p. 2; MCR, p. 4. See also JS19, pp. 4 - 5. See however ALC, p. 4.
- ⁹⁹ See CJIC, p. 2. See also JS17, p. 3; JS19, p. 5; JS20, p. 10; AI, p. 4; APLP, p. 5; and CJS, p. 2.
- ¹⁰⁰ See JS7, p. 8; JS14, p. 10; JS19, p. 14; JS21, para. 86; CJIC, p. 3; Eye on Cuba, p. 7. See also CJS, p. 4; and CONEG, p. 3.
- ¹⁰¹ See JS6, p. 5; JS15, p. 2; ACFS-M, p. 2; ACFS-WAB, p. 1; ACRG, p. 1; ACURE, p. 2; AFC, p. 2; AIPSO, p. 2; ALC, p. 1-2; ALJT, p. 2; APJM, p. 3; ASALJM, p. 1; ASC/VSC, p. 3; CAMICUBA, p. 2; CEBRAPAZ, p. 2; CNC, pp. 3-6; CNSRALNS, p. 2; CPDH, p. 2; CPPC, p. 1; CSGI, p. 6; CSHRS, para. 5; Cubanismo, p. 1; EEDDA, p. 2; FENSUAGRO, paras. 38 - 39; FLM, p. 1; FRICUZ, para. 40; HCAFS, para. 8; HOLA, p. 3; IAC, p. 1; LADH, pp. 4 - 5; LAT, p. 1; Mandate, p. 2; MDMulheres, p. 4; MEASZ, p. 2; MINGA, p. 4; MSU World Leaders, p. 2; NUNW, p. 2; OEKG, p. 4; POGO, p. 2; PROCULTUR, p. 4; SFB, p. 3; SLNCSC, p. 2; WFTU, p. 3; WPC, p. 3. See also JS1, p. 3; AACC, p. 2; AFEP, p. 2; AHCAS, p. 4; CEG, p. 2; CGTP, p. 2; FGU, para. 6; GCC, p. 2; NwC, p. 1; Paz y Trabajo Digno, p. 2; PCJ, p. 6; and SFB, p. 3.

- ¹⁰² See JS6, p. 5; ACRG, p. 1; ACYF, p. 1; ALC, p. 2; APEGECEA, p. 5; APJM, p. 3; CAMICUBA, p. 2; CJDH, p. 3; CMEPH, p. 2; CNSRALNS, p. 2; EEDDA p. 2; FENSUAGRO, para. 40; FLM, p. 1; FRICUZ, para. 41; HCAFS, para. 9; ILA ACR, p. 3; LADH, p. 5; LAT, p. 1; Mandate, p. 2; mediCuba-Suisse, p. 2; MINGA, p. 4; MSU World Leaders, p. 2; NUNW, p. 3; POGO, p. 2; PROCULTUR, p. 4; Reflektum, p. 1; and WFTU, p. 3. See also JS2, p. 4.
- ¹⁰³ See JS15, p. 2; AAM, p. 4; ACTJGG, p.1; ACURE, p. 2; AFC, p. 2; AFEP, p. 3; AIPSO, p. 2; ALC, pp. 1-2; APEGECEA, p. 5; APJM, p. 3; ASC/VSC, p. 3; CAMICUBA, pp. 2 and 3; CNC, p. 4; CSGI, p. 6; Cubalex, p. 2; Cubanismo, p. 1; FRICUZ, para. 45; Fundación Guayasamín, p. 5; HCAFS, para. 11; HOLA, p. 4; LADH, pp. 5 and 6; MDMulheres, p. 5; NUNW, p. 3; SFB, p. 3; SUECOCUBANA, p. 3; and WPC, p. 3.
- ¹⁰⁴ See JS14, pp. 5-6; Cubalex, p. 2; MCR, p. 2. See also JS20, p. 5 and 6.
- ¹⁰⁵ See CADAL, pp. 1, 2 and 4. See also JS14, p. 5.
- ¹⁰⁶ See JS20, p. 13.
- ¹⁰⁷ See JS1, p. 8 and 9; S2, p. 3; JS6, p. 4; AACC, p. 3; AFC, p. 3; AFEP, p. 4; AHCAS, p. 2; AIPSO, pp. 4 and 5; ALC, p. 4; APEGECEA, p. 4; APJM, p. 5; ASALJM, p. 2; BOMOF, p. 2; BSFC, p. 2; CAMICUBA, p. 6; CIC, pp. 2, 4-5; CNSRALNS, p. 3; COAR, p. 4; COLABE, p. 5; CPPC, p. 1; CSGI, p. 6; CSHRS, para. 12; Cubanismo, p.1; CYCI, pp. 1 and 3; DCF, p. 1; EEDDA, p. 3; ES, p. 3; FENSUAGRO, para. 20; FRICUZ, para. 15; Fundación Guayasamín, p. 2; HOLA, pp. 4 and 6; IMC, pp. 2-3; LADH, pp. 8 and 11; LAT, p. 1; MEASZ, p. 5; NUNW, p. 6; OWTU, p. 2; Patria y Cultura, p. 4; Paz y Trabajo Digno, pp. 2; PCJ, p. 5; PROCULTUR, pp. 5 and 7; SASG, pp. 2-3; SFB, p. 7; UNDECA, p. 3; WFTU, p. 6; WPC, p. 5. See also ACRG, p. 1; CMEPH, p. 3; SET, p. 4; and UNJC, pp. 2-3.
- ¹⁰⁸ JS6, p. 4; AFC, p. 3; AFEP, p. 4; AIPSO, p. 5; ALC, p. 4; APJM, p. 5; ASALJM, p. 2; CAMICUBA, p. 6; CMEPH, p. 3; COLABE, p. 5; DCF, p. 1; FENSUAGRO, para. 21; LADH, p. 11; NUNW, p. 6; PROCULTUR, p. 7; and SFB, p. 7.
- ¹⁰⁹ See CSW, p. 1. See also CRD, p. 8.
- ¹¹⁰ See ADF, pp. 2-3; CFFC, p. 1; CSW, pp. 1, 3-5; PATMOS, pp. 3, 4-5; and WEA, pp. 4-7.
- ¹¹¹ See JS2, p. 4.
- ¹¹² See CNDH-RD, pp. 4-5. See also JS2, p. 4.
- ¹¹³ See ACDEI, p. 4.
- ¹¹⁴ See JS5, pp. 8 and 13. However see ADF, pp. 4-6.
- ¹¹⁵ For relevant recommendations, see A/HRC/24/16, paras. 170.93, 170.95, 170.128, 170.205, 170.279, 170.280, 170.284, and 170.285.
- ¹¹⁶ See CGTP, p. 3; FTB, para. 3; FU, para. 1; and KOTA, para. 3.
- ¹¹⁷ See NCCLP, p. 3. See also VGCL, p. 3.
- ¹¹⁸ See ANEC, p. 2. See also AACC, p. 2; and HOLA, p. 5.
- ¹¹⁹ See FMC, p. 4. See also ACWF, p. 2; CPCES, p. 4; NCCLP, p. 2; and POGO, p. 3.
- ¹²⁰ See JS21, para. 54. See also OCDH, p. 4.
- ¹²¹ See ACFS-WA, p. 3. See also FGU, para. 7; COLABE, p. 2; PCJ, p. 2; and PFOM, p. 2.
- ¹²² See OCDH, p. 3-4. See also JS7, p. 1.
- ¹²³ See ALC, p. 3; APEGECEA, p. 3; APJM, p. 6; CCN, p. 3; CMEPH, p. 2; CNSRALNS, p. 3; COLABE, p. 4; CTC, pp. 2 - 3; Cubanismo, p. 1; DCF, p. 1; FENSUAGRO, para. 36; FTB, para. 3; FU, para. 1; HOLA, p. 5; LADH, p. 9; PROCULTUR, p. 6; SFB, p. 3; VGCL, p. 2; WFTU, p. 5; and WPC, p. 5. See also CUT, p. 1; and FRICUZ, para. 25.
- ¹²⁴ See CTC, pp. 1, 4-5. See also JS15, p. 3.
- ¹²⁵ See CRD, pp. 9 and 11. See also JS7, p. 2; JS19, p. 4; and JS21, para. 56.
- ¹²⁶ See JS7, p. 2. See also AI, p. 5; and CIR, p. 5.
- ¹²⁷ See Euskadi-Cuba, p. 1. See also Cuba Va, p. 1.
- ¹²⁸ See CJS, p. 3.
- ¹²⁹ See ACLIFIM, p. 4. See also ANSOC, p. 3.
- ¹³⁰ See ANCI, p. 3.
- ¹³¹ For relevant recommendations, see A/HRC/24/16, paras. 170.215, 170.277, and 170.278.
- ¹³² See AIASP, p.5; CUT, p. 2; and FS, para. 13. See also DLAVOE, p. 1.
- ¹³³ See ANEC, p. 3. See also ANSOC, p. 3; and CSHRS, para. 16.
- ¹³⁴ See Fundación Guayasamín, p. 6. See also APEGECEA, p. 6.
- ¹³⁵ See JS7, p. 2.
- ¹³⁶ For relevant recommendations, see A/HRC/24/16, paras. 170.53-170.56, 170.58, 170.94, 170.207, 170.209-170.212, 170.217-170.219, 170.221-170.237, 170.253, and 170.255 - 170.258.
- ¹³⁷ See AFC, p. 3; AIPSO, p. 3; COSATU, para. 21; CPC, para. 9; CPPC, p. 1; CSGI, p. 6; CTC, p. 7; Cubanismo, p. 1; EEDDA, p. 2; FMC, p. 4; FRICUZ, para. 2; HCAFS, para. 7; HOLA, pp. 2 and 5; IFCO/Pastors for Peace, p. 1; LADH, p. 8; LAT, p. 2; MEASZ, p. 4; NCFA, p. 2; NUNW, p. 4; PROCULTUR, p. 3; SFB, p. 5; SVGCFS, p. 2; and WFTU, p. 5. See also ACRG, p.1; ACTJGG, p. 1; and DLAVOE, para. 3.

- ¹³⁸ See CNDH-RD, p. 3. See also IAC, p. 1; and OEKG, p. 2.
- ¹³⁹ See JS2, p. 4-5. See also COSATU, paras. 26 and 32; EEDDA, p. 3; and Fundação Lauro Campos, p. 2.
- ¹⁴⁰ See JS2, p.6. See also ANEC, p. 6.
- ¹⁴¹ See Patria y Cultura, p. 4.
- ¹⁴² See OCDH, p. 5. See also MCR, p. 2.
- ¹⁴³ See JS3, p. 2. See also AIPSO, p. 3; IACHR, p. 15; OCLAE, p. 3; and OWTU, p. 3.
- ¹⁴⁴ See JS3, p.3.
- ¹⁴⁵ See ANEC, p. 5. See also JS7, p. 3; KCFS, para. 6; and UNJC, p. 4.
- ¹⁴⁶ See Camaquito, p. 2. See also JS18, p. 4.
- ¹⁴⁷ For relevant recommendations, see A/HRC/24/16, paras. 170.88, 170.238-170.252, 170.254, and 170.263.
- ¹⁴⁸ See JS6, p. 3; JS11, para. 2; AAM, p. 5; ACFS-S, p. 1; ACURE, p.1; ACWF, p. 3; AIASP, p.5; ALGES, p. 2; AMECA, p. 1; ANDES 21 de junio, p. 4; ANEC, p. 4; APEGECEA, p. 3; COSATU, para. 31; CSGI, p. 6; CSHRS, para. 14; CUT, p. 2; DLAVOE, p. 2; EEDDA, p. 3; EEDYE, p. 2; FRICUZ, para. 11; FU, para. 6; Fundación Guayasamín, p. 5; GECU, p. 2; HOLA, p. 6; JUST, p. 3; mediCuba-Suisse, p. 1; NEHAWU, p. 3; OWTU, p. 3; PCJ, p. 3; PHILCUBA, p. 2; Reflektum, p. 2; SCKP, p. 2; and UNMMAC, p. 1. See also JS2, p. 7; AFC, p. 3; AJMS, p. 3; GHP, paras. 3 and 11; and JRDC, para. 7 and 12; RATB, p. 7; and UNJC, p. 4.
- ¹⁴⁹ See CPDH, p. 1. See also JS8, p. 3; AELAM, p. 1; APEGECEA, p.4; and ASC/VSC, p. 4.
- ¹⁵⁰ See JS6, p.3; ACWF, p. 3; AELAM, p. 2; CETIM, p. 2; Fundación Guayasamín, p. 2; KCFS, para. 5; PACO, p. 4; PCDA, p. 1. See also ALGES, p. 3.
- ¹⁵¹ See AELAM, p. 3; ALGES, p. 3; COLABE, p. 6; Euskadi Cuba, p. 2; FGU, para. 5; FS, para. 17; JRDC, para. 8; and PCJ, p. 3.
- ¹⁵² See JS6, p. 3; AACC, p. 2; ACURE, p. 1; ACWF, p. 3; AELAM, p. 2; AFC, p. 3; ALGES, p. 2; ASC/VSC, p. 4; COSATU, para. 32; CSHRS, para. 14; CUT, p. 1; FGU, para. 5; FS, para. 23; GHP, para. 6; HOLA, p. 6; JRDC, para. 6; KCFS, para. 5; LAT, p. 2; and OEKG, p. 2. See also LWU, para. 4.
- ¹⁵³ See AELAM, p. 2. See also CUT, p. 2; FS, paras. 15-16; and UNMMAC, p. 2.
- ¹⁵⁴ See ACWF, p. 3; AHCAS, p. 2; CETIM, p. 3; EEDDA, p. 4; Euskadi Cuba, p. 1; FS, para.19; and SCCA, p. 2.
- ¹⁵⁵ See COAR, p. 4. See also JS2, p. 8.
- ¹⁵⁶ See FRICUZ, para. 34.
- ¹⁵⁷ See ANEC, p. 5. See also ACWF, p. 3; AELAM, p. 2; Camaquito, p. 1; and UNMMAC, p. 2.
- ¹⁵⁸ See ACWF, p. 3; CNDH-RD, p. 3; EEDDA, p. 4; FMC, p. 5; LWU, para. 4; UNMMAC, p. 2. See also AELAM, p. 2; MDMulheres, p. 1; and OEKG, p. 2.
- ¹⁵⁹ See JS6, p. 3; AFC, p. 3; AHCAS, p. 3; ALGES, p. 2; APEGECEA, p. 4; ASC/VSC, p. 4; COSATU, para. 31; CPC, para. 9; CUT, p. 1; EEDDA, p. 3; EEDYE, p. 2; Euskadi Cuba, p. 1; FMC, p. 5; FRICUZ, para. 12; FS, para. 23; GHP, para. 6; JRDC, para. 6; JUST, p. 3; KCFS, para. 5; MDMulheres, p. 1; OCLAE, p. 3; OGE, p. 2; SCCA, p. 2. See also AELAM, p. 2; ALJT, p. 2; HOLA, p. 6; LAT, p. 2; mediCuba-Suisse, p. 1; OEKG, p. 2; and PCDA, p. 1; POGO, p. 2; and UNMMAC, p. 2.
- ¹⁶⁰ See CUT, p. 1. See also JRDC, para. 9.
- ¹⁶¹ See JS6, p. 3; ACWF, p. 3; AELAM, p. 2; AHCAS, p. 2; ALGES, p. 3; APEGECEA, p. 4; ASC/VSC, p. 4; CETIM, p. 2; CNDH-RD, p. 4; CUT, p. 1; COSATU, para. 31; EEDDA, p. 4; EEDYE, p. 2; Euskadi Cuba, p. 1; FS, para. 22; JRDC, para. 9; KCFS, para. 5; OGE, p. 2; PCDA, p. 1; SCCA, p. 2; and VWU, p. 1.
- ¹⁶² See ANCI, p. 2; and ANSOC, p. 3.
- ¹⁶³ For relevant recommendations, see A/HRC/24/16, paras. 170.148, 170.57, 170.93, 170.95, 170.259-170.276, 170.288, and 170.289.
- ¹⁶⁴ See JS5, p. 11; JS6, p. 3; JS21, para. 46; ACFS-S, p. 1; ACURE, p. 1; ACYF, p. 3; AFC, p. 3; AIASP, p.5; ALJT, p. 1; ANDES 21 de junio, p. 3; ANEC, p. 4; APC, p. 1; APEGECEA, p. 3; CPC, para. 9; CSC, pp. 4-5; CSGI, p. 6; EEDDA, p. 4; Euskadi Cuba, p. 2; FLM, p. 1; FRICUZ, paras. 30-32; FSR, p. 2; Fundación Guayasamín, p. 6; GECU, pp. 1-2; JUST, p. 3; KCFS, para. 4; mediCuba-Suisse, p. 1; NEHAWU, p. 2; OWTU, p. 4; PCJ, p. 2; PHILCUBA, p. 2; and RATB, p. 4. See also JS8, p. 4; CGTP, p. 3; DLAVOE, p. 1; SCCA, p. 2; and UNJC, p. 4.
- ¹⁶⁵ See JS1, p. 8; JS8, p. 3; AFC, p. 3; AHCAS, p. 3; APEGECEA, p. 3; ASC/VSC, p. 4; CNDH-RD, p. 3; COLABE, p. 4; CSC, p. 5; EEDYE, p. 2; Euskadi Cuba, p. 1; FGU, para. 5; FS, para. 28; Fundación Guayasamín, p. 7; OWTU, p. 4; and SCCA, p. 2.
- ¹⁶⁶ See JS6, p. 3; AHCAS, p. 3; ALJT, p. 1; CGTP, p. 2; CPC, para. 9; EEDDA, p. 4; EEDYE, p. 2; FGU, para. 5; FS, para. 27; HOLA, p. 6; KCFS, para. 4; and PCJ, p. 3.
- ¹⁶⁷ See ACWF, p. 2. See also UNMMAC, pp. 2-3.
- ¹⁶⁸ See AJMS, p. 3. See also CUT, p. 3.

- ¹⁶⁹ See CSC, pp. 6-7. See also BSFC, p. 3.
- ¹⁷⁰ See ACYF, p. 3. See also ANDES 21 de junio, p. 3.
- ¹⁷¹ See ACDEI, p. 3.
- ¹⁷² See MCR, p. 1. See also JS21, para. 48 and 51; and ACDEI, pp. 3-4.
- ¹⁷³ See DDC, pp. 5-6; and CFFC, p. 1. See also JS7, p. 4; and PATMOS, p. 4.
- ¹⁷⁴ See ANCI, p. 3; and ANSOC, p. 4. See also AHCAS, p. 3; FMC, p. 6; and OGE, p. 2.
- ¹⁷⁵ See JS6, p. 3. See also AACC, p.2; ACLIFIM, p. 3; ANDES 21 de junio, p. 3; Camaquito, p. 1; and EEDYE, p. 2.
- ¹⁷⁶ See JS5, pp. 11 and 13.
- ¹⁷⁷ See JS1, p. 9. See also JS2, p. 9; and CJS, pp. 3-4.
- ¹⁷⁸ See ACDEI, p. 2. See also JS7, p. 6.
- ¹⁷⁹ See CONEG, p. 3.
- ¹⁸⁰ See JS2, p. 5. See also AJMS, p. 3; ANEC, pp. 5-6; APEGECEA, p. 6; Camaquito, pp. 1-2; and CIERIC, pp. 2-4; CSC, p. 8; and DLAVOE, p. 1.
- ¹⁸¹ For relevant recommendations, see A/HRC/24/16, paras. 170.89, 170.116-170.118, 170.120-170.127, 170.129, 170.152, and 170.281.
- ¹⁸² See JS3, p. 5; CPCES, pp. 4-5; CSHRS, para. 10; EEDDA, p. 2; FMC, p. 4-5; LWU, paras. 4-5; MDM, p. 1; NCCLP, p. 3; POGO, pp. 4-5; SUECOCUBANA, p. 7; and VB, pp. 3-4.
- ¹⁸³ See GCC, pp. 3 and 5. See also SOCUMES, para. 18; and VB, p. 4.
- ¹⁸⁴ See JS3, p. 5; CPCES, pp. 3-4; CSC, p. 7; CSHRS, para. 10; CTC, p. 2; EEDDA, p. 3; FMC, p. 4; FS, paras. 8 and 9; GCC, pp. 3 - 6; IAC, p. 4; LWU, para. 5; MDM, p. 2; MDMulheres, p. 2; MSV, p. 3; NCCLP, p. 3; POGO, p. 3; UNMMAC, pp. 3 - 4 and 5; and VWU, p. 1.
- ¹⁸⁵ See JS3, p. 5; ACWF, p. 2; AHCAS, p. 3; BSFC, p. 3; CPCES, p. 3; CSC, p. 7; CSHRS, para. 10; EEDDA, p.2; FMC, p. 4; FRICUZ, para. 33; FS, para. 8; IAC, p. 4; KCFS, para. 8; LWU, para. 5; MDM, p. 2; MDMulheres, p. 2; MSV, p. 3; NCCLP, p. 3; PCJ, p. 3; POGO, p. 2; SUECOCUBANA, p. 4; UNMMAC, p. 3; VB, p. 5; VWU, p. 1; and YSI, p. 3.
- ¹⁸⁶ See ACWF, p. 4.
- ¹⁸⁷ See JS3, p. 6.
- ¹⁸⁸ See CIR, p. 8.
- ¹⁸⁹ See JS14, p. 10. See also JS7, p. 8.
- ¹⁹⁰ For relevant recommendations, see A/HRC/24/16, paras. 170.25, 170.169, 170.89-170.92, and 170.204.
- ¹⁹¹ See JS8, p. 3. See also BRYU, p. 1.
- ¹⁹² See DLAVOE, p. 1; FLM, p. 1; and NEHAWU, p. 2. See also Cuba Coopération, p. 4.
- ¹⁹³ See ACDEI, pp. 1-2.
- ¹⁹⁴ See ACDEI, p. 6.
- ¹⁹⁵ See GIEACPC, pp. 1 and 3.
- ¹⁹⁶ See ACYF, p. 3. See also CJDH, p. 5.
- ¹⁹⁷ For relevant recommendations, see A/HRC/24/16, paras. 170.281, 170.282, 170.284, 170.286-170.288, 170.290, and 170.291.
- ¹⁹⁸ See ACLIFIM, p. 2.
- ¹⁹⁹ See JS2, p. 7; and ANSOC, p. 2.
- ²⁰⁰ See ANCI, pp. 3 - 4. See also ANSOC, p. 2.
- ²⁰¹ See JS2, pp. 6-7; ANCI, p. 2; and ANSOC, p. 4. See also FS, para. 14.
- ²⁰² See ACLIFIM, p. 2. See also ANSOC, p. 3.
- ²⁰³ See CJS, p. 4.
- ²⁰⁴ For relevant recommendations, see A/HRC/24/16, para. 170.292.
- ²⁰⁵ See DCF, p. 1. See also OEKG, p. 4; Patria y Cultura, p. 3; and PCJ, p. 5.
- ²⁰⁶ See IACHR, p. 11. See also JS9, para. 24; and OCDH, p. 5.